

Capitalisme immuable

« La vérité simple est que notre politique d'expansion, inscrite dans toute l'histoire américaine [...] ne ressemble en rien à l'impérialisme. [...] A ce jour, je n'ai pas rencontré un seul impérialiste dans ce pays. »

Théodore Roosevelt

« **L**E MONDE ne sera jamais plus comme avant! » Cette prophétie péremptoire fit florès parmi les commentateurs autorisés au lendemain des attentats terroristes du 11 septembre. Les États-Unis, en particulier, qui en avaient été la cible étaient censés en tirer les enseignements et se livrer à une révision drastique d'une politique étrangère qui n'était sans doute pas étrangère, si l'on peut dire, à ce désastre venu du ciel. Innombrables furent les variations, savantes ou vulgaires, autour de cette prédiction. Cependant, quelques semaines suffirent pour la démentir et obliger les augures trop pressés à l'oublier. Georges Bush et son gouvernement s'étant chargés sans plus attendre d'en montrer toute l'inanité.

Les mêmes qui annonçaient un changement d'attitude des dirigeants étatsuniens à l'égard du reste du monde et, notamment, de sa partie la plus déshéritée, s'étonnent aujourd'hui, pour le déplorable, de l'unilatéralisme d'une super-puissance qui, non contente de persévérer dans son mépris des pays du « sud », tient ouvertement pour négligeables le rôle des instances représentatives de la soi-disant « communauté internationale » et même l'opinion des alliés traditionnels. Sauf s'ils font, comme la Grande-Bretagne ou Israël, partie des inconditionnels.

Cet étonnement a pourtant de quoi étonner. C'est précisément parce qu'aucune autre puissance n'est, pour le moment, susceptible de remettre en cause son hégémonie, que l'Empire américain n'a de cesse de la pérenniser et de la renforcer. Et cela, sans hésiter à recourir aux moyens les plus contraires aux principes supposés fonder cette « civilisation » que « le terrorisme » voudrait anéantir, qu'il s'agisse des libertés accordées aux citoyens sur le territoire des États-Unis, sérieusement restreintes au nom de la « sécurité intérieure », ou des droits de

l'homme, y compris le droit de la guerre, systématiquement foulés aux pieds à l'extérieur, comme en témoigne, par exemple, le traitement ignoble infligé à des milliers de prisonniers de guerre talibans ou d'Al Qaïda, qualifiés par le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld de « combattants irréguliers » : massacres, exécutions sommaires, tortures, etc. Et l'on ne fera que mentionner pour mémoire les « dommages collatéraux » dont a été victime la population civile afghane.

Il serait néanmoins erroné, en la circonstance, de diaboliser pour autant les États-Unis. La politique arrogante, cynique et sans scrupules menée par Georges W. Bush et sa fine équipe ne fait que confirmer ce que toute l'histoire du capitalisme n'a cessé d'illustrer : faute d'une opposition, interne ou externe, digne de ce nom, celui-ci verse inéluctablement dans la barbarie. Ce que font aujourd'hui les dirigeants étatsuniens, c'est ce qu'ont toujours fait ceux des autres pays capitalistes, dès lors qu'ils se sentaient les mains libres pour faire valoir à leur guise les intérêts de la classe bourgeoise dont ils sont les fondés de pouvoir. Est-il besoin d'évoquer la saga sanglante du colonialisme européen ? Accuser, dans ces conditions, les États-Unis de céder à la « tentation impériale », comme le font certains observateurs choqués par la virulence belliqueuse des discours de Bush, Rumsfeld et consorts, est faire preuve de quelque naïveté. Cette « tentation », pour ne pas dire cette idéologie, ne date pas d'aujourd'hui ni même d'hier. Forts de l'unipolarité acquise depuis le chute du mur de Berlin, en 1991, les gouvernants nord-américains, comme les intellectuels de cour qui les conseillent et les éditorialistes qui les relaient, se sentent simplement autorisés maintenant à mettre leurs paroles en conformité avec leurs actes et à affirmer crûment une volonté de puissance que



Si l'art de gouverner se mesure à la manière de tenir son livre droit, on est mal barrés...

l'existence de contrepoints les avait jusqu'à présent contraints à réfréner.

Sous couvert de « lutte contre le terrorisme », de « justice sans limites » et autre « liberté immuable », le principal objectif stratégique poursuivi par les gouvernants étatsuniens s'inscrit dans le droit fil de la tradition impérialiste : s'assurer le contrôle des ressources énergétiques mondiales, à commencer par le pétrole. Ce n'est tout de même pas pure coïncidence si deux des personnalités réunies autour de George W. Bush les plus en pointe dans la contre-offensive contre l'« axe du Mal », le vice-président Richard « Dick » Cheney et la conseillère présidentielle pour la sécurité nationale, Condoleezza Rice, étaient membres de conseils d'administration de sociétés pétrolières. Ou si, Hamid Karzaï, la marionnette choisie par l'administration nord-américaine pour présider aux destinées de l'Afghanistan « libéré » des talibans, est un ancien employé de la compagnie pétrolière Unocal dont les représentants, quelques années auparavant, avaient appuyé la prise de pouvoir de ces mêmes talibans, jugés plus aptes que les chefs de guerre guerroyant les uns contre les autres à garantir la « stabilité » du pays. Et, donc, la sécurité des pipe-line qui devaient acheminer le pétrole des gisements de la mer Caspienne, les plus « prometteurs » pour l'approvisionnement de l'Occident... et la pollution de la planète.

Le prétexte invoqué par G. Bush junior et sa clique de va-t-en guerre pour renverser Saddam Hussein – mettre fin à une dictature abhorrée et au danger qu'elle fait peser sur la région, après l'avoir soutenue dans les années 80 contre le grand Satan d'alors qu'était l'Iran des ayatollahs – est aussi fallacieux que la « guerre du droit » lancée par son père dix ans auparavant. « Par le biais d'un changement de régime en

Irak, écrivait Randa Takkiedine, une spécialiste reconnue des questions pétrolières, l'administration américaine cherche à contrôler un pays qui recèle les deuxièmes réserves les plus importantes du

Suite en page 3

- **Reconstruire la gauche ?**
- **EDF-GDF, main basse sur le service public** p. 3
- **T. Negri, « l'Empire » et les Disobbedienti** p. 5
- **FMI, USA, l'Amérique latine paupérisée** p. 7
- **L'affaire Delgado-Granado** p. 8
- **Frantisek Kupka** p. 9
- **William Blake** p. 10
- **Catastrophes en série** p. 12



Jusqu'au 5 octobre

Berne (Suisse)

Exposition multimédia par l'association Pour la géométrie appliquée et le comité anti-OMC. Installation d'après un concept de Pino Scuro. Contact: www.memoria.ch

Vendredi 27 septembre

Besançon

À 20 h 30, à l'Autodidacte, 5, rue Marulaz, le groupe Proudhon organise une conférence sur « des transports gratuits pour toutes et tous ».

Samedi 28 septembre

Dijon

Les Voix sans maître présentent la journée du Chiapas aux Tanneries, en soutien à la communauté d'Oventic: à 15 h, projection suivie d'un débat sur la situation au Chiapas; à 19 h, bouffe mexicaine; à 21 h, concert.

Paris 11^e

Projection du film *Irak, d'une guerre à l'autre* à 16 h 30 au 145, rue Amelot, suivie d'un débat avec les réalisateurs, Béatrice Pignède et Francesco Condemmi. Infos sur le film: http://site.voila.fr/film_irak

Toulon

Concert de soutien pour un local anarchiste à Toulon. Meille chante « De Brassens à Ferré » à 20 heures au Moulin des Contes, 3 bis, rue du Puits à Hyères. PAF: 7 euros; petite restauration sur place. Réservation au 0494357928.

Samedi 28 et dimanche 29 septembre

Marseille

Le CIRA organise le colloque Han Ryner au Petit Toursky, 16, prome-

Agenda

nade Léo-Ferré. Ouverture du colloque le samedi 28 à 14 h 15. Poursuite le dimanche à partir de 9 h. Toutes les facettes de la personnalité de Han Ryner seront abordées.

Dimanche 29 septembre

Carhaix (29)

À l'initiative de l'Association fédérative régionale « Air et nuages de Bretagne »: manif contre les incinérateurs et les usines de retraitement de lisier et de fientes. À 14 h à l'espace Keraimpuilh: animations, forum, informations sur les alternatives, musique.

Merlieux (02)

La librairie du *Monde libertaire* et les éditions du ML tiendront un stand lors de la X^e fête du livre.

Du vendredi 4 au dimanche 6 octobre

Paris 18^e

À l'occasion de la fête des vendanges et des ateliers portes ouvertes du 18^e arrondissement, la bibliothèque La Rue accueille des œuvres des artistes Rebecca Gruel (peintures) et Bob Shiego (mobiles). Vernissage le vendredi de 18 à 21 h. Ouverture le samedi 14 à 20 h et le dimanche de 11 à 19 h. Bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris. M^o Blanche ou Abbesses.

Samedi 5 octobre

Lyon

Pot de rentrée de la librairie La Plume noire et de l'UL-FA-Lyon à 17 h à la Plume noire, 19, rue Pierre-

Blanc, Lyon 1^{er}. Retrouvons-nous autour d'un verre et de quelques toasts pour se rencontrer, échanger et discuter de l'année à venir.

Marseille

À partir de 15 h et dans le cadre de « la nuit de l'anarchie », le CIRA organise une exposition et une conférence-débat avec Régine Goutalier sur Louise Michel au théâtre Toursky, 16, promenade Léo-Ferré. Collations et repas possibles sur place.

Paris 10^e

Le syndicat des correcteurs organise un meeting sur « les retraites et la protection sociale » à 14 heures à la Bourse du travail, 3, rue du Château-d'Eau, salle Ambroise-Croizat.

Paris 11^e

Forum à la librairie du Monde libertaire avec Gabi Mouesca, auteur de *Prison@net, journal d'un longue peine* à 16 h 30, 145, rue Amelot.

Dimanche 6 octobre

Paris 14^e

Folk à lier organise un bal folk en soutien à Radio libertaire avec Bruno Sabalat, Joubal, Tournesol, Sonerien Breizh 77, Dialto et le Grand orchestre libertaire. De 15 à 20 h au 22, rue Delambre.

Samedi 12 octobre

Auxerre

Journée internationale d'études « Ernest Cœurderoy (1825-1862), écrivain visionnaire, homme politique » à l'abbaye Saint-Germain.

Marseille

À partir de 15 h, le CIRA organise une conférence-débat avec Ronald Creagh sur le thème « Les grandes

émotions. Comment décider? » au 3, rue Saint-Dominique.

Mardi 15 octobre

Rouen

L'Insoumise organise une vidéo-débat: *Danger travail* de P. Carles, « un autre discours sur le travail » à 20 h 30 au 128, rue Saint-Hilaire.

Samedi 19 octobre

Paris 15^e

Le CRAM (Collectif résistance à la militarisation) organise une manifestation contre Euronaval, salon de l'armement maritime au Bourget. Rendez-vous à 15 h devant les bureaux du Gican, au 19-21, rue du Colonel-Avia.

Radio libertaire

Jeudi 26 septembre

Si vis pacem: à 18 h, préparation du 42^e congrès de l'Union pacifiste (à Paris les 5 et 6 octobre).

Samedi 28 septembre

La philanthropie de l'ouvrier charpentier: à 10 h, *Irak, d'une guerre à l'autre*, avec les réalisateurs, Béatrice Pignède et Fr. Condemmi. Infos sur le film: http://site.voila.fr/film_irak

Jeudi 3 octobre

Si vis pacem: à 18 heures, le collectif national pour objecter à « l'esprit de défense » appelle à manifester contre le salon Euronaval (le samedi 19 octobre à 15 heures, 19, rue du Colonel-Avia).

Le livre libertaire en fête
19 et 20 octobre 2002

À l'initiative de la librairie Publico, du service librairie de la Confédération nationale du travail, de Radio libertaire et du Forum libertaire de Montreuil (AL, CNT-interco 93/Sud, FA). Chez Armand Gatti, à la Parole errante, 9, rue François-Debergue, 93100 Montreuil. M^o Croix-de-Chavaux, ligne 9.

Samedi 19 octobre de 14 heures à 22 heures.
Dimanche 20 octobre de 10 heures à 18 heures.

Une centaine d'auteurs invités.
Une soixantaine de maisons d'édition.
Une trentaine de revues.

Deux journées de fraternité, de débats et de rencontres.

Entrée payante: 1 euro par jour.

Photos et illustrations: droits réservés

Directeur de publication: Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740 - Imprimeries IPS (Bernay)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - IPS
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Le monde libertaire

Rédaction - Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
3 mois 13 n ^m	□ 20 €	□ 32 €	□ 27 €
6 mois 25 n ^m	□ 38 €	□ 61 €	□ 46 €
1 an 45 n ^m	□ 61 €	□ 99 €	□ 77 €

Abonnement de soutien: 76 €

Abonnement étranger: les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe bancaire exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP).

Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(En lettres capitales)

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal

Ville.....

Pays

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

Éditorial



LA LIBERTÉ des autres étendant la nôtre à l'infini, nous, anarchistes, nous réjouissons généralement à l'annonce de la libération d'un prisonnier.

Pourtant la libération de Maurice Papon nous révolte.

Condamné pour complicité de crime contre l'humanité, suite à l'envoi en déportation d'enfants juifs sous l'Occupation allemande, ce serviteur zélé de l'État sous toutes ses formes (de Pétain au général de Gaulle, en passant par Guy Mollet) fut entre autres le responsable du massacre de centaines d'Algériens dans la nuit du 17 au 18 octobre 1961 alors qu'il était préfet de police.

Il aura fallu près de soixante ans pour juger cette crapule bénéficiant de très puissantes protections, mais il n'aura fallu que trois ans à ses protecteurs pour le faire sortir de l'enfer carcéral.

Voilà d'où vient notre indignation, pourquoi lui, incarcéré pour le crime le plus abject, bénéficie-t-il de mesures qui sont refusées à tant d'autres: parce qu'il est vieux? Il n'est pas le doyen des incarcérés, et d'autres crèvent dans des

conditions atroces sans que personne ne s'en émeuve. Parce qu'il est gravement malade? Que dire de tous les malades en phase terminale qui attendent vainement leur grâce médicale qui souvent arrive trop tard.

Ce rebut de l'humanité veut éveiller notre pitié alors que sa vie a été étayée d'une succession d'exactions plus atroces les unes que les autres.

Le côté positif de cette affaire est que cela interpelle l'opinion publique sur l'inhumanité de la condition carcérale. Quant à Maurice Papon, s'étant exclu lui-même de l'humanité par ses crimes, je suggère que nous l'exilions en un lieu où il n'aura plus aucun contact avec celle-ci.

Mais soyons réaliste, si cette ordure, que de Gaulle, en toute connaissance de son passé, avait nommé préfet de police, bénéficie de la compassion de la justice, comme par hasard quand les gaullistes reviennent au pouvoir, c'est qu'il est du côté de la barrière de ceux qui nous exploitent, qu'il est le symbole de la répression poussée à son extrême.

Cela démontre bien que la justice étatique est une justice de classe.

Capitalisme immuable

Suite de la page 1

monde¹. Et l'experte d'ajouter que si les dirigeants des États-Unis atteignent leur but, ils pourraient aussi neutraliser un autre important producteur de pétrole, l'Iran, dont le programme nucléaire, supposé militaire, leur donne des sueurs froides.

Il va de soi, en effet, qu'il n'est pas de domination économique durable sans domination militaire. Sur-tout dans une région où l'ennemi se révèle des plus imprévisibles. À la différence de « l'Empire du mal », dirigé par des bureaucrates qui, une fois le rêve communiste évanoui, se sont convertis sans peine à la réalpolitik, l'« Axe du mal » est régi par des gens très peu fiables. Qu'il soient organisés en réseaux ou à la tête d'un État, le réalisme n'est pas leur vertu majeure. Pour faire face à cette imprévisibilité, les têtes pensantes du Pentagone ont forgé un concept: la « guerre préventive ». Au plan sémantique, ils n'innovaient guère. Hitler en avait déjà fait un large usage pour justifier les préparatifs de l'invasion de la France, de la Belgique et des Pays-Bas destinée à couvrir le flanc ouest du Reich dans la perspective d'une offensive ultérieure à l'Est. On notera, en tout cas, le caractère purement stratégique de cette appellation. Les deux expéditions militaires de grande ampleur menées précédemment contre l'ennemi du genre humain du moment, Saddam Hussein - déjà! -, puis Slobodan Milosevic, avaient été affublées d'épithètes visant à en attester les motivations hautement morales: « guerre du droit », pour

l'une; « guerre humanitaire », pour l'autre. Cette fois-ci, le droit pas plus que l'Homme, ne sont invoqués. Si droit il y a, c'est celui du plus fort, sans qu'il soit besoin de s'embarasser de considérations juridico-éthiques, encore que les coryphées habituels du nouvel ordre impérial ne manquent pas de suppléer à la tâche. Quant à l'Homme, il semble qu'il ait laissé la place à Dieu qui, comme chacun sait, a toujours « béni l'Amérique » dans ses entreprises, qu'elles soient commerciales, industrielles ou guerrières.

Ideologue très écouté des dirigeants politiques et des responsables économiques européens, le sociologue allemand Ulrich Beck invite chacun d'entre nous à « apprendre à vivre désormais avec les dangers qui menacent l'humanité: pollution, insécurité, terrorisme ». Ce qui revient à s'accommoder du « modèle de société » qui les a engendrés. Car, pour l'auteur de *la Société du risque*, comme pour tous ceux qui ont fait de son best-seller leur bible, il ne saurait être question de s'attaquer à l'origine des dits dangers, c'est-à-dire au mode de production dont ils sont les produits dérivés. Les États-Unis montrent déjà la voie. On voit déjà où elle peut mener. Rien ne nous oblige, évidemment, à l'emprunter. Encore faudrait-il, toutefois, que l'on cesse de chercher à moraliser ou à humaniser le capitalisme au lieu de le combattre. Et à croire que les États-Unis, qui en constituent plus que jamais La Mecque, font figure d'exception alors qu'ils ne font que confirmer la règle.

Jean-Pierre Garnier

1. *Le Monde*, 14 septembre 2002

Reconstruire la gauche, pour qui et pour quoi ?

AU LENDEMAIN du premier tour des élections présidentielles, dans les bureaux de la rue de Solférino, la chose était entendue, il fallait reconstruire. Cette logique au PS était acquise. Un parti de gouvernement en démocratie se doit, pour diriger l'État, d'obtenir la majorité des suffrages. Partant de ce constat et vue la faiblesse des alliés potentiels, le PS se devait d'initier les choses. PC et MRG sont réduits à la marginalité. Nous ne sommes plus au temps de l'union de la gauche. Le renard socialiste a plumé la volaille communiste. À sa droite, l'expérience nationaliste souverainiste a fait long feu. Leur chef, le « Che », n'a même pas pu retrouver sa tanière de député de Belfort. Bon vent! Concernant la fange sociale chrétienne, son intégration est réelle et elle peut développer ses principes de partage de la misère avec Martine Aubry en tête. Concernant les Verts, ce parti des sentiments ne permet d'assurer une alliance de la raison.

Dans ces conditions, il faut chercher ailleurs et trouver des voix pour reconquérir le pouvoir. Un rapide tour d'horizon sur l'état des forces sociales permet de comprendre que c'est parmi ceux qui se dénomment « mouvement social » qu'il y a à puiser. Or, première difficulté, comment appréhender une structure aussi diffuse qu'un mouvement? Il faut tout simplement le structurer. Certes le PS n'est pas le seul à y penser. La LCR en a fait

son objectif en claironnant « troisième tour social » (revu à la baisse ces derniers jours, faute de réalité) et propose un forum pour construire le parti de la « gauche de la gauche » reprenant la ritournelle du rassemblement de l'avant-garde large, chère au vieux Léon. Ce conglomérat pourrait aller des socialistes de « gauche » aux libertaires de « droite ». Mille excuses pour ces « libertaires », mais selon le référent parlementaire, il n'y a pas d'autre appellation!

Dans ce cadre, le second tour fut un formidable ballon d'essai pour recentrer ce « mouvement social ». Tous ceux et celles qui avaient éprouvé les joies de la gauche au gouvernement, expulsions, licenciements, loi sécuritaire, etc. se sont vu conviés à faire allégeance au régime parlementaire de la V^e République française. Belle opération, ceux et celles qui commençaient à penser Révolution étaient autorisés à voter pour un candidat de droite.

La reconstruction de la gauche passait par là!

Ainsi, il serait moins difficile à l'avenir, au nom du sacro-saint principe du moindre mal d'obtenir leurs voix. Faute de Révolution, votez pour nous! La ficelle est grosse mais elle fonctionne toujours en démocratie. Alors pouvons-nous participer à cette mascarade dont le seul objectif est de permettre au PS sa reconquête du pouvoir?

Non, pas plus au plan idéologique que tactique, nous n'avons rien à faire dans cette galère. Les anarchistes n'ont pas à reconstruire la gauche, la gauche est par essence parlementaire. Son parlementarisme à la base du régime est en totale opposition avec nos principes: action directe, fédéralisme, mandat impératif et révocabilité.

De plus, il serait suicidaire de conforter dans la voie du réformisme ceux qui, proche de nous, ont été illusionnés par les sirènes d'un Chirac, chanteur de l'antifascisme. Enfin pour défendre notre conception de l'autonomie des mouvements, il est indispensable de préserver le principe d'indépendance des organisations afin de générer la rupture avec les partis dirigistes. Et, pour tout dire, au petit jeu des comités unitaires, des forums et tutti quanti, nous savons, par expérience, que s'y cultive volontairement la confusion propice à privilégier l'action de militants enclins aux démarches autoritaires. Les communistes, petits ou grands, sont maîtres en la matière.

Débattre de nos idées, confronter nos expériences, agir pour conquérir la liberté et la justice sociale, nous y travaillons. Mais nous ne serons pas les porteurs d'eau des futurs ministres d'un gouvernement de gauche ou des dictateurs en herbe.

Jean
groupe de Rouen

EDF-GDF ou le hold-up du public

EDF va être privatisé avant 2005, cela a été voté à l'Assemblée nationale le 9 décembre 1999. En septembre de cette même année, dans un article du *Monde*, M. Gadonneix (PDG de Gaz de France) annonce qu'il y a 60 000 agents de trop à EDF-GDF qui en comprend 140 000. Mais qu'il n'y aura pas de licenciement avant 2002. Il est évident que lorsque l'on fait passer les activités petit à petit entre les mains de sous-traitants, on s'aperçoit très vite que les agents qui faisaient ces opérations sont en surnombre. EDF devrait passer entre les mains de deux compagnies: Vivendi (sous le nom de Dalkia) et Suez-Lyonnaise (sous les noms de Elyo et Tractobel). Il faut savoir que Tractobel a déjà racheté la Compagnie nationale du Rhône, branche d'EDF. Dix huit barrages, 20 % de la production hydraulique d'EDF. Les centrales nucléaires, sembleraient rester entre les mains de la Cogema. Voilà en gros comment la vente est engagée, avec un doux silence des partenaires sociaux. Les conséquences pour l'usager Lambda se traduiraient par des tarifs inégaux pour les abonnés. Le tout sera de se trouver dans la bonne région, pas trop éloignée d'une ville, si possible pas en montagne. Sans quoi vous verrez les prix augmenter et justifiés par l'éloignement, la difficulté d'accès et d'entretien, le climat trop rude pour les installations. À l'heure actuelle, le tarif de l'électricité est égal pour tout le monde, puisqu'il y a un fonds de péréquation (l'abonné qui se trouve en ville paie un peu plus cher, pour compenser le surcoût de la distribution en zone rurale); ce qui met tout le monde sur un pied d'égalité. Pour avoir des exemples plus concrets, regardez les modèles de nos gouvernants: les États-Unis et l'Angleterre (250 distributeurs 5 000 tarifs, à la privatisation 40 % d'augmentation mais l'avantage de trouver dans les supermarchés la possibilité de changer de fournisseur, pour avoir 5, 10, 20 % de réduction). Tout est basé sur le profit. Lorsque le réseau est trop détérioré, on demande à ce qu'il soit renationalisé ou on revend.

Filialisations

J'ai utilisé au début du texte le terme « privatisé » mais celui-ci apparaît rarement dans les articles que l'on peut trouver dans la presse. En fait, EDF et GDF se liquéfient. Les services ont depuis quelques années une gestion autonome, ce qui permet de s'en séparer facilement, en devenant des SEP (société en participation, entreprise ayant un statut exécutable). Cela se passe sans bruit, M. Roussely (PDG d'EDF) dit lui-même dans *le Monde* du 12 juin 2002 « avoir acquis la paix sociale suite à un accord passé avec la CGT ». Promesse de ne pas toucher au CE, y aurait-il aussi un rapport au fait qu'EDF ait pris des parts dans le journal *l'Humanité*?

M. Gadonneix (PDG de GDF), lui, a convoqué le 5 juin dernier toutes les fédérations pour annoncer:

- La mise en Bourse de GDF que TotalFinaElf est censé reprendre;

- La filialisation du transport gaz (gazoduc);

- La séparation totale GDF-EDF;

- La remise en cause du régime particulier de retraite.

M. Roussely, lui, n'est pas d'accord (socialiste oblige): attaquer de front le petit peuple n'est pas dans sa politique, et de toutes manières ce sont les deux entreprises qu'il faut dégager ensemble. Les très partenaires sociaux vont être obligés de gérer des grèves inopinées. Le bon peuple pourrait comprendre qu'il s'est fait manipuler. Que des gros financiers (nos politiques) sont en train de vendre le bien public? Que le squelette de ce même bien public devra être racheté par ce même une fois que le privé en aura tiré tous les bénéfices possibles. Le « hold up » du public a commencé par France-Télécom, nous aurons EDF-GDF puis La Poste, la SNCF, la RATP, la Sécurité sociale! Il est vrai que 1936 est loin. Nous allons à la perte de tous les acquis, obtenus durement par nos aïeux. Doit-on laisser faire? Attendre la fin annoncée de notre patrimoine et voir les financiers s'enrichir avec ce qui nous appartient? Non! Il faut agir: grève générale!

Bernard
CNT-Energie

Manifestations contre la privatisation
des services publics le 3 octobre

J'ADMIRE le caractère placide de votre chien.

- Il n'est pas toujours aussi calme; croyez-moi!

- Pourtant, vous êtes assis sur ce banc depuis vingt minutes, et lui ne bouge pas. Il attend, patiemment, que vous décidiez de reprendre votre promenade.

- Que pourrait-il faire d'autre?

- Il pourrait manifester son mécontentement, tirer sur sa laisse, aboyer, vous mordre peut-être... Mais, il n'en fera rien. Parce qu'il vous fait confiance, vous respecte, vous aime. Seul l'animal offre une amitié véritable. L'être humain, lui, cultive la malveillance...

- Pour tenir de tels propos, il faut que vous soyez terriblement déçu par vos semblables.

- Il ne s'agit pas de déception, monsieur; il s'agit de réalisme: les gens sont méchants!

- Les gens sont méchants parce qu'ils sont malheureux. Si vous voulez améliorer les hommes, alors rendez-les heureux.

- Vaste programme! À tel point que jamais personne n'a réussi pareille entreprise.

- Pour moi, être heureux requiert quelques dispositions naturelles, une bonne dose de philosophie, un peu de chance. Le bonheur est individuel. Dès lors, on ne saurait honnêtement le promettre à tout le monde. Néanmoins, une société refusant tout pouvoir hiérarchique diminuerait, et de façon considérable, la somme des maux et souffrances.

- Vous seriez donc un de ces originaux prêts à se sacrifier pour sauver le monde?

- Puisque nous parlons de bonheur, je vous avouerai que le combat politique met dans mon existence cette intensité que l'on trouve dans le jeu. Pour certains, lutter contre l'injustice semble relever du sacerdoce. Mais, chez moi, c'est d'abord le plaisir qui m'anime.

- Vous me décevez beaucoup! D'abord, parce que vous espérez l'avènement d'un paradis terrestre. Ce qui est chimère tout à fait ridicule. Ensuite, parce que vous vous agitez pour réaliser votre rêve de Cité idéale. Or, ceci s'avère particulièrement dangereux. L'Histoire nous l'enseigne: ce sont toujours les idéalistes qui commettent les plus grands massacres.

- Je vous rassure tout de suite: les anarchistes ne croient guère à une quelconque société parfaite. Celle-ci aurait bien du mal à voir le jour, étant donné l'évidente imperfection des hommes...

- Allons! Allons! Vous venez de le dire: vous espérez une « société refusant tout pouvoir hiérarchique ». Le voilà, votre fantôme!

- Être « contre tout ce qui est pour » et « pour tout ce qui est contre » ne mène nulle part. C'est pourquoi les libertaires proposent un « projet » de société.

- Vous jouez sur les mots! En fait, votre « projet » correspond au « grand soir » des bolcheviques.

- Pas du tout. Il ne s'agit pas d'en finir avec l'Histoire, comme le voudrait la gauche marxiste; ainsi que la droite libérale d'ailleurs. Le combat contre toute domination de l'homme par l'homme ne saurait avoir de fin. L'anarchisme est un chemin, pas un aboutissement.

Discussion sur un banc

Leur meilleur allié

- Ce n'est pas très clair.

- Dans ce cas, j'usurai d'une image. Si vous voulez vous diriger vers l'ouest, le plus simple est de suivre la course du soleil. Mais, qui aurait la folle présomption de vouloir rejoindre un tel guide? Ou encore: tant qu'il existera l'un ou l'autre ivrogne pour battre ses femme et enfants, l'anarchie ne sera pas réalisée.

- Si j'étais militant anarchiste, je trouverais cette vision des choses quelque peu... désespérante!

- Laissons l'espérance à la religion, au messianisme politique, aux prophètes qui

on n'est pas un croyant lorsqu'on sait que la vie n'a pas de sens.

- Qui pourrait tout savoir sur tout? Et, à partir du moment où vous ne pouvez intégrer la connaissance universelle, votre opinion repose sur une information fragmentaire. De plus, ces bribes de savoir traversent le prisme de votre regard particulier. Vous tenez ainsi pour vrai ce qui est forcément incomplet, déformé, personnel. L'absurdité de l'existence, donc, s'avère une croyance comme les autres.

- Alors, rien n'est vrai. Tous les hommes ont raison, tous les hommes ont tort!



chantent les lendemains radieux. Ne nous braquons pas sur un but ultime. Cultivons plutôt cette allégresse d'agir « ici et maintenant ». Et... avançons!

- Très peu pour moi. Et ce d'autant plus que tous les révolutionnaires en viennent, tôt ou tard, au meurtre.

- Sauf quand on accepte les humains tels qu'ils sont, sauf quand on préfère le réel au rêve.

- Vous parlez du réel, alors que vous croyez à des chimères!

- Vous aussi, vous êtes un croyant.

- Moi, un croyant? Mais je ne suis pas comme vous, moi, monsieur; je ne crois à rien. Je ne crois pas au progrès social, ni à la perfectibilité de l'homme, ni à l'instauration d'une société meilleure... D'ailleurs,

Et prendre parti serait verser dans l'illusion. Laquelle nous éloignerait davantage du peu de vérité que nous pouvons saisir.

- On pourrait concevoir que la neutralité idéologique favorise la recherche du Vrai. Cependant, comme le disait monsieur Nietzsche, on ne pense pas seulement avec son cerveau mais avec tout son corps. La révolte, la colère, l'attrait de la liberté, de la justice, du bien, du beau sont autant de réalités. Nos élans, nos sentiments, nos émotions nous crient que l'homme n'est pas un pur esprit. Aussi, nos vérités oscillent - elles - toujours entre passions et raison.

- Je préfère m'en tenir au seul langage de la raison...

- Grave erreur! Portée à son paroxysme, la raison nie tout ce qui n'est pas elle. Elle en vient à réfuter la vie, et nous laisse sans défense devant celle-ci. On trouve de nombreux intellectuels au sein des sectes. De même, les groupes terroristes recrutent parmi ceux qui ont le mieux intégré la rationalité occidentale. Le vide creusé par une raison omnipotente doit être comblé. Et beaucoup absorbent n'importe quel poison, parce qu'assoiffés de sens.

- Je maintiens que l'honnêteté intellectuelle commande de vivre sans aucune illusion.

- Le propre de l'illusion, c'est de se prendre pour une vérité absolue. Cet écueil s'efface lorsque l'on reconnaît la singularité de chacun, les multiples façons de ressentir. Or, l'anarchie exalte la différence, le caractère unique de chaque individu. Mieux, même, elle mise sur l'esprit critique de tous pour combattre les conformismes, les dogmes, les pouvoirs. Connaissez-vous meilleur antidote aux illusions individuelles ou collectives?

- Je vous vois à ce point convaincu... Ne vous arrive-t-il jamais de douter?

- Il faut, à mon avis, suffisamment de doute pour éviter tout fanatisme. Mais il faut suffisamment de foi, pour faire de sa vie une passionnante aventure.

- Ce genre d'aventure ne m'intéresse pas. J'ai toujours cultivé la plus grande indifférence envers la chose politique; et je m'en trouve très bien. - Soyez sûr que si vous refusez de vous occuper de politique, la politique, elle, s'occupera de vous.

- Je n'en crois rien. Les bouffons qui nous gouvernent sont par trop insignifiants. En fait, ces gens s'inquiètent de l'avis des citoyens, mendient leur suffrage, se désespèrent d'un vote défavorable. En démocratie, c'est l'influence de l'opinion publique qui s'avère décisive.

- Il n'y a plus d'opinion publique! Elle a cédé la place à cette poussière faite d'indifférence, d'indécision, de passivité. Les convictions se font rares, les militants aussi. On ne croit plus, on n'agit plus. Ce qui maintient solidement le statu quo, ce qui renforce les détenteurs du pouvoir. Aujourd'hui, le scepticisme est leur meilleur allié.

- De quel pouvoir parlez-vous? - Je parle du despote utilisant ce joug qui s'appelle « l'argent ». Il

nous tient perpétuellement sous tension, propage la pauvreté, affame des populations, répand la corruption, incite au crime, dissout amitiés et familles, empoisonne notre biosphère, compromet notre futur. Un totalitarisme bien dissimulé, insidieux, et qui prospère sur nos léthargies.

- Je suis désolé, mais je n'ai nulle envie de me chercher un ennemi à combattre.

- Moi aussi, je suis désolé. Car je vous vois parfait produit de notre époque nihiliste. Vous jouerez donc les Ponce Pilate, et cultiveriez votre pessimisme tout en servant un maître abject. Vous dites aimer les vérités? En voilà une. Oseriez-vous l'accueillir comme elle le mérite?

Gablou



La longue marche

Dans cet article de la revue *Umanita Nova*, on lira une analyse de la convergence récente entre le parcours théorique du professeur Antonio Negri et le parcours pratique et politique des « Désobéissants » italiens. La position exprimée est nette : les longues marches semblent s'achever en convergeant vers l'intégration dans le système et non pas dans la « contamination » du système par la Multitude chère au professeur.

UMANITA NOVA

Le professeur, l'Empire et les désobéissants

L ARRIVE, parfois, que les questions classiques (qui sommes-nous? D'où venons-nous? Où allons-nous?) reçoivent des réponses ritualisées, car hors contexte par rapport aux mouvements qui se les posent, qui supposent l'existence du fameux fil rouge qu'il s'agit seulement de relier. Mais il y a au moins deux catégories de gens qui ne courent pas ce risque: d'une part, le grand professeur Negri¹ et le milieu des intellectuels post-ouvriéristes qui l'encensent; d'autre part, le mouvement qui aujourd'hui se fait appeler « Disobbedienti ». Il n'y a pas de passé, il n'y a pas de présent, il y a que – créateur d'images et totalisant – un futur qui compte à rebours, en nous attirant.

La thèse principale que cet article essaye de développer est que le professeur, sur le plan théorique, offre des pièces rapportées, expérimentées mais aussi surdimensionnées par rapport aux réelles nécessités du mouvement désobéissant, tandis que le caractère qu'il se donne lui-même, joue par la bande en faveur des théories à la Negri. Rien de particulièrement original, d'accord, mais on ne peut pas cacher son admiration pour une correspondance assez bien réussie entre théorie et pratique.

Commençons par le passé. Dans son récent ouvrage *Empire*², Toni Negri avance vers une démolition et réinterprétation systématique de l'histoire et de l'humanité du dernier millénaire. Ce n'est pas une folie, c'est une opération très lucide tendant à faire sortir des gonds la périodisation marxienne fondée sur la succession continue de formes de production (ou modes de production). Un peu grossièrement, on pourrait dire que l'histoire des idées des auto-représentations se substitue à celle de la matérialité des forces productives et des rapports sociaux déterminés.

Le capitalisme de la modernisation est édulcoré dans cette tentative de renouveau; son rapport avec les appareils d'État devient conflit entre l'immanence et la transcendance; la fonction répressive de ces derniers est atténuée lors du passage du régime disciplinaire au régime du contrôle

auto-induit; l'impérialisme disparaît, comme phase dépassée du développement capitaliste; les luttes de classes deviennent un épisode non-reproductible, etc.

Bref, pour le professeur – vu que nous sommes l'aujourd'hui reflété par le demain – nous sommes entrés dans l'âge de la post-modernisation, dans laquelle cette vis sans fin rajeunit la société humaine en la transnationalisant et en déplaçant les contradictions et les difficultés à un niveau supérieur, c'est-à-dire, global. Mais attention, on n'est pas simplement face à l'habituel escamotage, très commun, qui s'arrange pour ne jamais faire les comptes de ses propres erreurs, car au niveau global il y a l'Empire, tout comprenant et tout signifiant.

L'Empire ce n'est pas seulement le nouvel ordre de la globalisation (comment suggère le sous-titre du livre du professeur) mais c'est aussi l'articulation de cet ordre à tous niveaux, c'est le système des pouvoirs, c'est le pouvoir impérial. L'Empire est un non-lieu, il est inutile donc d'en chercher une localisation, les USA ne sont pas le centre de l'Empire, car il n'a pas, lui-même, de centre. L'Empire (pardonnez-moi l'insolite alchimie hégélienne), c'est l'essence intime du processus historique humain, distillée par



ses événements partiels et qui contient en soi, dans l'œuf, tous les éléments pour clore, glorieusement, ce processus. Mais sortons un moment de la métaphysique et, empiriquement, comme dit le professeur, analysons brièvement « la pyramide de la constitution

globale », c'est-à-dire quand on observe, super-structurellement, qu'il se constitue soi-même en tant que pouvoir impérial.

Au sommet, les États-Unis qui « exercent l'hégémonie de l'emploi global de la force »; au second étage, il y a « un groupe d'États-nations qui contrôlent les principaux instruments monétaires globaux », ces États-nations se retrouvent ensemble dans une série d'organisations (G 8, Club de Paris, Londres, Davos); au troisième étage, il y a « un complexe hétérogène d'associations (compréhension plus ou moins les mêmes puissances qui exercent l'hégémonie sur les domaines militaire et monétaire) qui déploient un pouvoir culturel et bio-politique dont la portée est globale ».

En dessous, il y a le niveau à partir duquel « le commandement se répartit de façon plus extensive et articulée sur toute la surface mondiale ». À ce niveau de la pyramide, on trouve deux étages: « les réseaux des corporations capitalistes internationales » (les multinationales) et le « complexe des États-nations » qui, de façons diverses, produisent et régulent l'organisation des marchés.

Le niveau inférieur de la pyramide, le plus vaste, est composé par « les organisations qui représentent les intérêts populaires

fistes, les organismes pour l'assistance médicale et pour la lutte contre la famine, etc.

C'est une belle pyramide, qui gouverne une société « lisse » comme aime la définir le professeur. Commandement, pouvoir, articulations de pouvoir, représentation de la société civile et, enfin, le peuple. Et si le peuple représente la « Multitude », alors le cercle se referme: si la Multitude entre directement dans la pyramide en la contaminant (en la remodelant), à ce moment-là le jeu est fait, ce serait la fin de l'histoire, la nouvelle société.

Il ne reste que des détails. C'est quoi la Multitude pour le

professeur? Quel rapport entretient-elle, si elle en a, avec le prolétariat, avec la classe ouvrière? La réponse à la première question est très simple: la Multitude, ce sont tous ceux qui sont soumis à l'Empire, mais dont la citoyenneté ne lui appartient pas encore, c'est donc un ensemble fermé et ouvert en même temps, dit le professeur. La Multitude, c'est l'Antagoniste (mais je pense que pour le prof, c'est un mot trop fort) au pouvoir impérial, la contradiction imminente (il aimerait mieux certainement ça) à l'Empire. La réponse à la deuxième question est simple elle aussi: c'est un rapport d'inclusion total de fait que la « working class » est privée de ses déterminations classiques (extraction de plus-value, travail salarié) en vertu du vieux petit jeu de la production immatérielle. Précisons mieux ce point: si la production immatérielle (intellectuelle, culturelle, affective, etc.) est désormais dominante (au-dedans et en dehors de l'usine) par rapport à la production matérielle, pourquoi conserver une partition sociale fondée sur la deuxième? D'autant plus que, le prof nous confirme que nous avons tous un cerveau, des capacités, des ressources intellectuelles et des connaissances qui peuvent être mises à contribution en tant que « producteurs immatériels ». Cela offre des grandes possibilités aux singularités dont se compose la

Multitude. Mais venons maintenant à la longue marche des Désobéissants. Les ex-Tute Bianche (salopettes blanches) – un rejeton de la vieille mouvance autonome – n'ont pas un parcours très long, cependant il est dense. L'on pourrait commencer – en omettant les illustres antécédents de *Cahiers rouges* et *Classe ouvrière*³ dont, sûrement, les Désobéissants ne conservent aucune mémoire – par la constitution des premiers centres sociaux, les zones squattées avec une très importante motivation antagoniste (à une autre époque l'on aurait pu dire subversive), porteurs d'une capacité de projet « fort », avec lequel on pour-



rait bien être d'accord, mais qui avait sa dignité et cohérence propres (sortir des contradictions à l'extérieur de l'usine et leur investissement dans le social). Mais la phase d'antagonisme dur (où cessait la séparation entre caste de cultivés et groupes de militants), déclenché par la crise générale de la gauche de classe, s'épuisait progressivement, en déclenchant une faille (évident dans la fameuse *Lettre de Milan*) entre la tendance marxiste tardive et celle innovatrice, représentée en gros par les centres sociaux du nord-est. C'était hier, les invisibles, les premières Tute Bianche gardaient un projet faiblement antagoniste, mais du moins réformiste radical (que l'on pourrait définir, avec Andrea Fumagalli, comme utopie réformiste), porteur d'une certaine cohérence interne: de la considération de « l'invisibilité » sociale de larges couches à la proposition du prétendu revenu de citoyenneté comme facteur de cohésion entre salariés, travailleurs au noir, précaires et chômeurs.

Malheureusement, à la faiblesse intrinsèque de la plateforme⁴ s'ajoutait l'interprétation

Suite de la page 5

de la praxis en termes exclusivement médiatiques. Autrement dit, l'attention aux mouvements et aux motivations réelles des sans-emploi devenait quasiment nulle, et les Tute Bianche assumaient une fonction substitutive et non pas représentative de ces derniers. Cela fut à l'origine de la crise politique chez les Tute Bianche, mais aussi de la défaite « militaire » subie lors des journées de Gênes, en juillet de l'année passée.

À cette occasion, un autre aspect de leur stratégie est entré en crise, c'est-à-dire la capacité de représenter (plus que gérer) un rapport complexe avec les institutions, d'où les tractations et la médiation qui peuvent donner lieu, à tout moment, à la répression la plus dure.

Venons-en donc à l'actualité: les Tute Bianche disparaissent, et apparaissent les Désobéissants (la jeunesse du Parti de la refondation communiste y participe) qui aujourd'hui ont même un document-programme⁶. Pour ceux qui n'ont pas les moyens de le consulter, essayons d'en mettre en lumière les traits majeurs: premièrement, le transfert obligé au niveau global (Pour une résistance globale à la guerre globale) où on imagine un mouvement généralisé « contre la guerre comme contre les offensives du patronat industriel sur les lieux de travail, contre la privatisation de l'éducation et contre les lois racistes », lequel en réalité existe



seulement comme une somme de mouvements partiels non communicants. Deuxièmement, il y a une singulière revendication, celle d'avoir joué un rôle de premier plan dans le parcours qui a amené à la grève générale du 16 avril dernier (parcours auquel, au fond, les Disobbedienti n'ont donné aucun apport) et la bienvenue au retour de la CGIL (*syndicat italien réformiste, ndt*) sur le terrain de la lutte qui tait complètement ses motivations et les dynamiques complexes qui l'ont déterminées.

Enfin, troisièmement, l'affichage de la dimension « municipaliste », ce qui veut dire, en clair, des rapports étroits avec les institutions locales, l'abandon définitif de l'anti-électorisme (y en a-t-il jamais eu?) et le passage explicite – non déclaré mais bien pratiqué – à la stratégie du coopérativisme et/ou micro-entreprise. Le cercle se ferme, les deux longues marches convergent, l'univers parallèle du professeur Toni Negri fournit le contexte théorique aux programmes des Disobbedienti. La Multitude a déjà son programme et son chemin de « contamina-

tion » de l'Empire. Un camarade, il y a deux ans environ, affirmait que le parcours des Tute Bianche était néo-réformiste. Il avait tort, le réformisme s'est historiquement manifesté par de grands mouvements de masse de travailleurs et par des luttes dures, sur des objectifs largement consensuels et avec le projet d'arracher un morceau de pouvoir à l'État et au capital. Chez les Disobbedienti, il s'agit simplement d'un projet d'intégration contrôlée et progressive » dans l'existant, sans intention réelle d'en modifier quoi que ce soit.

La longue marche, elle, est en train de s'achever!

Walker

Umanità Nova, n° 25, juillet 2002

Traducteur non assermenté :
Stecunga

1. Ex-professeur à l'université de Padoue, ex-fondateur de Potere Operaio et ex-exilé politique en France, aujourd'hui soumis à un régime de semi-liberté; il est très sollicité par les médias.
2. Michael Hardt et Antonio Negri, *Impero. Il nuovo ordine della globalizzazione*, Rizzoli, Milano, 2002.
3. Sauf avis différent les phrases en italiennes et les termes entre guillemets sont tirés de l'ouvrage.
4. Pour une histoire un peu originale de ces expériences, voir Mauro Guatelli, « Alle origini del '68: l'operaismo », in *AltraStoria*, n° 4, janvier 1999 et « Il fascino discreto dell'operaismo », in *AltraStoria*, n° 5, août 2000.
5. Cf., sur ce point, Guido Barroero, « Quando le parole constano poco e Cosimo Scarinzi, La robin tax », in *Collegamenti Webby*, n° 8-9, 1999-2000.
6. Cf. *Lettera aperta del movimento dei disobbedienti*, apparue sur Internet le 6 juin 2002.

Campagne internationale de soutien aux objecteurs de Yougoslavie

UN ACTIVISTE, défenseur des droits humains, collaborateur du groupe antimilitariste Femmes en noir de Belgrade, Igor Seke, risque d'être condamné à une peine de prison d'un an après qu'on eut refusé sa demande pour un service civil dans des institutions autres que l'armée yougoslave.

La Constitution actuelle de la République fédérale de Yougoslavie garantit aux objecteurs de conscience un service civil. Mais dans la pratique, évidemment, ceci n'est jamais arrivé dans les Balkans: des centaines de milliers de jeunes ont dû abandonner

leurs régions d'origine et désertter, se cacher ou accepter d'être traités comme des malades mentaux. De ce fait, le refus du service militaire, dans les nouvelles et les anciennes armées responsables des récentes guerres balkaniques est esquivé. C'est ainsi depuis juin 1991 jusqu'aux criminelles opérations militaires de l'OTAN en Yougoslavie et au Kosovo à la fin du siècle, et cela continue encore.

D'un autre côté, les institutions européennes et internationales ont laissé ces jeunes dans le plus absolu désarroi; ainsi l'Union européenne a toujours refusé que le refus du service militaire obligatoire dans les Balkans pendant la guerre soit une condition suffisante pour obtenir la condition de réfugié. Comble de l'hypocrisie, la guerre terminée, l'Europe prétend maintenant que la Yougoslavie doit accepter le droit à l'objection de conscience comme une

partie du processus de l'intégration dans ces mêmes institutions.

Avec le refus d'autoriser le service civil, les autorités compétentes de l'armée yougoslave montrent une fois de plus qu'elle n'a pas l'intention de respecter les traités internationaux. C'est pour tout cela qu'une campagne vient de débiter pour éviter le sort de la prison à Igor, mais aussi à un autre camarade, Goran Miladinovic, et certainement à beaucoup d'autres pour lesquels nous parviennent aucunes nouvelles...

Une campagne internationale (Amnesty International, Mouvement des objecteurs de conscience d'Espagne, Femmes en noir) est donc lancée. Vous devez envoyer vos fax et lettres pour demander le droit pour Igor Seke et Goran Miladinovic à obtenir le statut d'objecteurs à: M. Velimir Radojevic, Federal Minister of Defence, Kneza Milosa 34, 11 000 Beograd, République fédérale de Yougoslavie. Fax: 381 11 656 975.

Vous pouvez envoyer vos messages de soutien et copies de

Colère en Chine

DES MILLIERS de travailleurs de la province méridionale du Guangdong ont affronté violemment à plusieurs reprises les nervi patronaux à la fin du mois de juin dernier. La bataille a duré trois jours dans une usine textile de Shuikou, dans ce que des sources chinoises considèrent comme les pires troubles depuis 1989. Soixante-trois personnes ont été blessées.

Tout a commencé le 24 juin, quand des vigiles ont frappé des ouvriers qui refusaient de se mettre en file à la cantine de l'usine. *Le Quotidien du peuple*, journal officiel chinois, rapporte que 800 des 15 000 ouvriers ont déclenché une grève de protestation. Le journal mentionne que des vigiles ont attaqué les grévistes avec des tuyaux d'acier, ce que nient les représentants de l'entreprise, Nuxuan Wool. Les travailleurs ont alors en partie saccagé l'usine.

Selon un journal régional, le *Yangcheng Evening News*, la police locale a essayé de s'en mêler, mais les gardes de la compagnie ont bloqué les portes jusqu'à ce que la police militaire arrive en renfort et force une entrée. L'usine est restée fermée jusqu'au 27 juin.

Nanxuan Wool est une filiale de Nuxuan International Co Ltd, multinationale textile de Hong Kong. Un directeur de la société a prétendu aux journalistes qu'aucun des travailleurs impliqués dans les troubles n'était employé par elle. Ils auraient été envoyés par une firme concurrente pour semer le désordre.

Han Dongfang, un représentant du China Labour Bulletin, un groupe de défense des droits de l'homme de Hong Kong, a déclaré à la BBC que la violence dans les usines chinoises était habituelle. On rencontre les pires conditions dans les usines appartenant à des firmes étrangères. Elles emploient en effet de jeunes travailleurs migrants.

Les ouvriers de l'usine de Shuikou sont forcés de vivre dans le complexe industriel et ils n'ont pas le droit de former des syndicats. Ils travaillent de douze à quatorze heures par jour, sept jours par semaine. Violences et intimidations y sont chose courantes. Selon Han, « si un garde de la compagnie est de mauvaise humeur, il arrête quelqu'un et le frappe ».

Freedom

bimensuel anarchiste anglais, 13 juillet 2002



vos lettres à Femmes en noir (Women in Black), Yug Bogdanova 18/5, 11000 Beograd, République Fédérale de Yougoslavie. Fax: 381 11 623 225 ou e-mail: stasazen@EU.net.yu

Igor écrivait dernièrement: « Les vacances de l'été sont ter-

minées, c'est le moment de commencer à travailler à quelque chose, non? Ici, nous avons ce vieux proverbe communiste: "L'ennemi ne dort jamais." Nous ne devons pas dormir non plus! »

Source: a-infos-ca

Leurs profits sont notre mort, coulons Euronaval !

DU 21 au 25 octobre 2002 se tiendra Euronaval, salon de l'armement maritime, au Bourget, organisé par le Groupement industriel des constructions et armements navals (GICAN) et avec le soutien du ministère de la Défense.

Euronaval, c'est quoi?

Euronaval sera la 18^e édition de l'exposition internationale des matériels pour les forces navales. Des délégations de plus de cinquante pays viendront au Bourget afin de nouer des contacts avec les marchands de canons. En toute légalité, des dictateurs de toute la planète vont venir faire leurs courses à Paris.

Pour la fermeture de tous les salons d'armement, manifestation le samedi 19 octobre à 15 heures devant le GICAN, 19-21, rue du Colonel-Avia, Paris. M° Porte-de-Versailles ou Corentin-Celton.

CRAM: Collectif Résistance à la militarisation, c/o Forum, BP 76, 75624 Paris cedex 20 (cram.cram@laposte.net).



FMI, USA et paupérisation de la société dans le cône sud de l'Amérique latine

ON LE SAIT depuis longtemps, le Fonds monétaire international (FMI) exerce un véritable chantage sur les économies des pays pauvres et particulièrement sur celles de certains pays d'Amérique latine, considérés comme de véritables laboratoires économiques par les séides du néolibéralisme. Le désastre récent de l'économie argentine est dû en partie à des mesures financières et à des directives économiques imposées par le FMI au gouvernement argentin : dévaluation de la monnaie nationale, le peso, et dérive inflationniste qui s'ensuit, gel des salaires, confiscation scandaleuse des dépôts bancaires, et « corralito »... On lira avec profit l'article de Jorge Beinstein paru dans *Le Monde diplomatique* de septembre 2002 qui détaille ces mesures. Il y a plusieurs années déjà, les politiques économiques ultralibérales de l'École de Chicago (Milton Friedman et ses Chicago boys), appliquées sans ménagement dans le très dictatorial Chili de Pinochet, avaient conduit à la catastrophe. En 1998, le FMI avait injecté 41 milliards de dollars dans l'économie brésilienne ; quelques mois plus tard, le pays était en faillite. Un échec total, avec un coût extraordinaire dont ne peuvent que s'ébahir les banques du Nord!

Aujourd'hui, l'Argentine traverse une crise sans précédent de son histoire, et son voisin, l'Uruguay, a frôlé la catastrophe. Actuellement, on peut considérer que sur une population de 37,4 millions d'Argentins, 19 millions vivent en dessous du seuil de pauvreté! Rappelons-nous que, pendant plusieurs décennies, l'Argentine avait occupé une place de premier ordre dans l'économie latino-américaine. De nos jours, la population est la première victime de l'application fidèle des recettes du FMI. Le 7 août dernier, trois jeunes Argentins ont été hospitalisés d'urgence à Buenos Aires car ils avaient mangé de la terre pour ne pas mourir de faim. L'ingestion de terre, la géophagie, est devenue un phénomène de plus en plus répandu dans les quartiers pauvres. L'Argentine, grand exportateur de viande de la Pampa, laisse crever de faim ses enfants dans une indifférence quasiment générale. On pourrait multiplier à l'envi les exemples de cette misère humaine qui touche l'Argentine de plein fouet. Selon un rapport de l'INDEC, l'équivalent argentin de l'INSEE, 70 % des enfants

vivent sous le seuil de pauvreté. Les écoles ne désespèrent pas car c'est souvent le seul moyen pour eux d'obtenir leur unique



repas de la journée. Pour les adultes, la situation est la même, souvenons-nous des magasins pris d'assaut ces mois derniers, c'était pour des milliers d'Argentins le seul moyen de se nourrir. On ne peut être que solidaire de telles actions : « Qui sème la misère, récolte la colère! » On peut estimer qu'environ 30 % de la population active argentine est aujourd'hui sans emploi.

Le FMI, la Banque mondiale et bien entendu les USA, attentifs aux critères de rentabilité du capital, ne se soucient pas le moins du monde de la paupérisation croissante qui gagne les pays jadis les plus riches du sous-continent latino-américain. Les USA se réjouissent plutôt de la crise actuelle car ils y voient un moyen de mettre à bas le Mercosur, ce marché commun aux pays du sud (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay) et d'imposer, à sa place, un traité de libre échange, l'ALCA, comme ils l'ont déjà fait avec le Mexique, en mettant en place l'ALENA. La population du Mexique, pas plus que celle des USA (dont le nombre d'indigents ne cesse d'augmenter), n'a jamais bénéficié de la manne économique que devait représenter



l'ALENA. L'ALCA serait un pas supplémentaire vers une globalisation de toute l'Amérique latine, mais une globalisation décidée

et, en quelque sorte, pilotée par les États-Unis et les organismes financiers qui en dépendent en grande partie. Les critères économiques passent avant tout!

Comment s'y font-ils pour arriver à leurs fins? Prenons l'exemple très récent de l'Uruguay. Afin d'enrayer la banqueroute qui menaçait le petit État voisin de l'Argentine cet été, la Federal Reserve a transféré un milliard et demi de dollars à la Banque centrale d'Uruguay en août dernier. L'explosion sociale qui était prévisible, sur le modèle de l'Argentine, n'a ainsi pas eu lieu. Elle n'a pas eu l'ampleur de la crise argentine. Quelques magasins ont été dévalisés pendant une semaine car il faut bien manger, puis l'État a développé son arsenal répressif contre tous ces pauvres qui n'avaient qu'à bien se tenir. Dorénavant, les USA se retrouvent dans une position de force pour négocier avec les autorités de Montevideo et les amener à sortir du Mercosur. Négocier avec les pays en crise, un à un, rend le jeu des États-Unis beaucoup plus simple. Il faut ajouter que le sauvetage de l'Uruguay s'est avéré aisé car le prêt consenti n'était pas très élevé.

La véritable explosion sociale n'a pas eu lieu mais elle n'est probablement que différée. La situation sociale en Uruguay n'est guère plus enviable qu'en Argentine. Dans la banlieue de Montevideo les « merenderos » (des soupes populaires organisées par les mairies) ne désespèrent pas, les files d'attente pour y obtenir un peu de nourriture sont de plus en plus fournies. On y rencontre tous ceux qui viennent de perdre leur travail au cours des derniers mois ainsi que ceux qui l'avaient déjà perdu auparavant lors de

l'ouverture des marchés, ce qui s'était traduit très vite par un étranglement de l'industrie nationale et, en bonne logique capitaliste, par des licenciements massifs et une paupérisation progressive de la population. Lors des derniers mois, 45 % des dépôts bancaires ont disparu. Signe des temps désastreux qui courent, en Uruguay, comme dans la plupart des pays d'Amérique latine, ceux qui le peuvent n'ont qu'une idée en tête, s'exiler, aller tenter leur chance ailleurs, aux USA ou en Europe, pour fuir la misère dont les classes dirigeantes locales, corrompues et riches, ainsi que le FMI sont les responsables directs. En imposant des mesures économiques drastiques à ces pays, le FMI est responsable des conditions de vie lamentables dans lesquelles se trouvent les populations. À cet égard, le ministre du Trésor des USA en visite de courtoisie à Buenos Aires s'est fait recevoir chaudement par nos camarades argentins. Quant aux responsables politiques locaux, ils sont corrompus et responsables d'avoir investi à l'étranger une partie des fonds réservés au développement pour leurs seuls intérêts.

La situation dramatique de ces deux pays du cône sud, qui ne

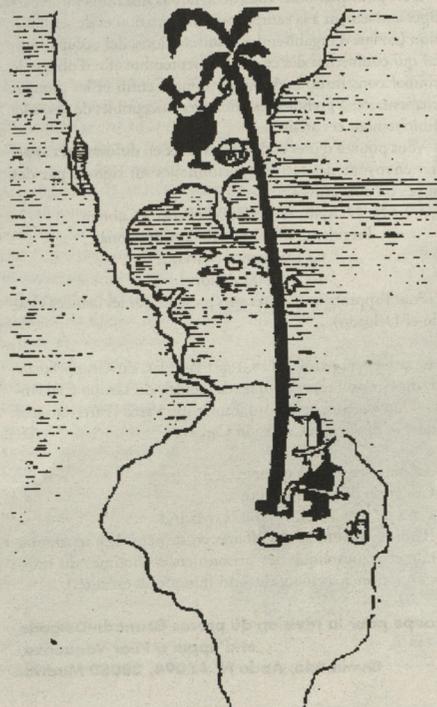
sonnt qu'un exemple parmi tant d'autres, vient prouver une fois de plus que le néolibéralisme ne peut que conduire au désastre et qu'il est grand temps pour nous de prendre nos affaires en main sur des bases radicalement différentes.

Les conseils prodigués par les experts du FMI relèvent très souvent de l'incurie. Cela pourrait nous faire sourire, n'était-ce l'appauvrissement général du continent latino-américain qu'attestent ces quelques exemples. Les plans d'austérité imposés par le FMI ne font que ravager les économies des pays qui les appliquent et, par voie de conséquence, leurs habitants viennent augmenter les rangs des pauvres. Comme l'écrivait fort justement Bernard Maris : « Cela donne une idée du niveau de réflexion du FMI et de sa capacité à diriger l'économie mondiale. »

Contre le FMI, parangon du système capitaliste, et pour une société libérée du terrorisme économique!

Stéphane P.

1. Bernard Maris, *Lettre ouverte aux gourous de l'économie qui nous prennent pour des imbéciles*, Albin Michel.



L'affaire

Delgado-Granado

Appel contre

l'amnésie historique et l'injustice

Chers compagnons,

Malgré les obstacles que les institutions de la démocratie nous ont opposés et qu'elles continuent de nous opposer, et en dépit de l'amnésie de ceux qui vivent encore dans l'illusion du changement de régime, les efforts pour tirer l'affaire Delgado-Granado du puits sans fond de l'oubli historique n'auront pas été vains. Cependant, le Tribunal constitutionnel ne s'est pas encore prononcé sur le recours (dit « *recurso de amparo* ») contre le jugement de la cour des affaires militaires du Tribunal suprême, lequel a dénié aux proches de nos deux compagnons assassinés la demande de révision de la sentence du conseil de guerre qui les condamna à mort en 1963. De même, nous n'avons pas obtenu encore du Congrès des députés l'adoption d'une proposition (dite « *no de ley* », c'est-à-dire non législative) visant à résoudre les cas en suspens de « réparation morale et économique à l'égard des prisonniers et des victimes de représailles durant l'infâme régime franquiste » (dont le cas de Pilar Vaquerizo), étant donné que le 19 février 2002, le Parti populaire a repoussé la proposition présentée dans ce but par tous les autres groupes parlementaires bien que ce parti ait prétendu « réaffirmer sa pleine reconnaissance morale à tous les hommes et à toutes les femmes qui ont souffert de la répression franquiste parce qu'ils défendaient la liberté et qu'ils professaient des convictions démocratiques ».

Malgré cela, rien ne nous empêchera de poursuivre nos efforts pour que la mémoire historique ne soit pas définitivement enterrée et pour faire en sorte qu'on reconnaisse et qu'on accorde à Pilar Vaquerizo le droit à cette « réparation morale et économique » à laquelle elle a droit en tant que veuve de Francisco Granado.

C'est pourquoi nous vous demandons instamment de participer activement à la campagne d'information et de sensibilisation (en vue d'organiser des manifestations, des occupations, etc.) qui commence dès ce mois de septembre afin d'obliger le Tribunal constitutionnel à se prononcer enfin et les groupes parlementaires à prendre des initiatives susceptibles de résoudre définitivement ces affaires.

Vous pouvez d'ores et déjà nous aider en diffusant cet appel et en envoyant des lettres (personnelles ou signées par des groupes ou collectifs) à :

Sr. D. Manuel Jiménez de Parga y Cabrera
Présidente del Tribunal Constitucional
C/ Domenico Scarlatti, 6
28003, Madrid

(Pour l'approbation du recours présenté par les familles Granado et Delgado).

Et aux porte-parole du Grupo Popular, du Grupo Socialista, du Grupo Federal (Izquierda Unida), du Grupo Catalán-CIU (Convergence et Union), du Grupo Vasco (Parti national basque) et du Grupo Coalición Canaria :

Au porte-parole du groupe
Congreso de los Diputados
Plaza de las Cortes, 9, 28071, Madrid

(Pour la résolution des affaires en suspens de « réparation morale et économique des prisonniers et victimes du franquisme », principalement des anti-franquistes exécutés).

Groupe pour la révision du procès Granado-Delgado et d'appui à Pilar Vaquerizo, Queimada, Apdo N° 48094, 28080 Madrid.

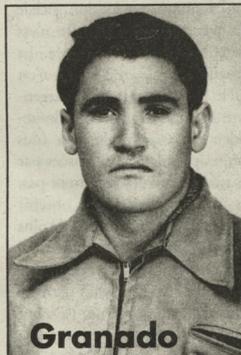


Delgado

LE 29 JUILLET 1963, deux attentats sont commis à Madrid : un à la Direction générale de la Sécurité et un autre au siège des Syndicats phalangistes. Deux jours plus tard, la police franquiste arrête deux jeunes anarchistes, Francisco Granado et Joaquín Delgado, qu'elle accuse d'être responsables des faits. Le 13 août, Granado et Delgado sont jugés par le Conseil de guerre du tribunal militaire spécial national des activités extrémistes. Condamnés à la peine de mort, ils sont garrottés le 17 août bien qu'ils aient protesté de leur innocence et malgré le démenti de l'organisation secrète libertaire DI (Defensa Interior) affirmant que les deux véritables auteurs des attentats étaient deux autres jeunes libertaires qui se trouvaient déjà en sécurité en France.

Le 3 février 1998, agissant à la requête de Pilar Vaquerizo (la veuve de Granado) et de Francisco Delgado et Françoise Delgado (parents de Delgado), le procureur Ana Lobera Argüelles, assistée par l'avocat Francisco García Cediel, présente une demande en révision (« *recurso de revisión* ») contre la sentence prononcée le 13 août 1963 par le tribunal militaire spécial national des activités extrémistes, affaire n° 1.118/63, par procédé dit « *sumarísimo* », registre du tribunal n° 1.422/63, à la suite de laquelle Francisco Granado Gata et Joaquín Delgado Martínez furent condamnés à la peine suprême.

Cette demande de révision se fonde sur de « nouveaux éléments de preuve » : les déclarations de Antonio Martín et de Sergio



Granado

Hernández, les véritables auteurs des faits du 29 juillet 1963. Le 3 mars 1999, la cour des affaires militaires (« *sala de lo militar* ») du Tribunal suprême, composée par son président, José María Ruiz-Jarabo Ferrán, et les magistrats José Luis Bermúdez de la Fuente et Javier Aparicio Gallego, prononce l'arrêt n° 7 par lequel on dénie l'autorisation nécessaire à une demande de recours en révision, en fondant son refus sur le fait que la sentence de 1963 fut prononcée en accord avec la « *légalité en vigueur* » à l'époque et que, « tant dans la période de l'instruction qu'au moment du jugement, les preuves furent examinées par le ministère public et par les défenseurs des accusés, et l'organe juridictionnel jugea de leur valeur en conscience ». De plus, face aux moyens de preuve « insuffisants et faibles » exhumés par ceux qui avaient demandé une révision en 1998, la « *sala de lo militar* » a insisté sur la « *structure solide* » (c'est-à-dire le tribunal militaire spécial national des activités extrémistes) qui prononça la sentence condamnant les deux anarchistes à la peine capitale.

Historique

Le 16 avril 1999, les proches de Francisco Delgado et de Joaquín Granado ont présenté un recours (dit « *recurso de amparo* ») devant le Tribunal suprême, parce qu'ils tiennent pour inacceptable l'argumentation « juridique » de l'arrêt – étant donné que la cour des affaires militaires tient en compte la « *légalité en vigueur* » à l'époque des faits et regarde l'organe juridictionnel de 1963 comme une « *structure solide* » capable de juger « en conscience » – et parce que le président et les deux magistrats de la cour des affaires militaires ont enfreint l'article 24.2 de la Constitution par la « *dénégation systématique des preuves testimoniales d'importance* » proposées par les demandeurs du jugement en révision, qui fait tomber ceux-ci « dans l'incapacité flagrante de se défendre ».

Le 8 mars 2001, le groupe parlementaire fédéral de la Izquierda Unida (Gauche unie ; communiste) fait figurer la proposition suivante, dite « *no de ley* » (non législative), au registre général du secrétariat du Congrès des députés :

« Le Congrès des députés demande instamment au gouvernement : 1. de mettre en route les démarches nécessaires à une réforme de la législation existante en matière de révision des sentences, de sorte que les héritiers des personnes exécutées par le franquisme pour des motifs politiques et de conscience bénéficient de procédures spécifiques et viables de révision des procès au terme desquels des êtres chers furent exécutés ; 2. d'établir un programme public de réparation morale à

l'égard de tous les Espagnols fusillés durant le franquisme pour des motifs politiques et de conscience, de sorte qu'on reconnaisse et qu'on évalue à sa juste mesure le sacrifice de ces personnes en faveur du régime de libertés dont nous bénéficions aujourd'hui en vertu de notre Constitution. »

Le 9 mars 2001, au n° 60 du DOGS (document officiel du Sénat), série I, figure la demande suivante présentée par la Izquierda Unida, au nom du groupe pour la révision du procès Granado-Delgado :

« Demande d'approbation de la proposition de loi pour la révision du jugement qui condamna à mort, en 1963, les deux jeunes anti-franquistes Francisco Granado Gata et Joaquín Delgado Martínez, et demande d'appui en relation avec le recours présenté devant le Tribunal constitutionnel sur cette affaire. »

Le 21 juin 2001, la commission de la Justice et de l'Intérieur du Congrès des députés a repoussé l'initiative de la Izquierda Unida (appuyée par tous les groupes parlementaires à l'exception du Parti populaire) qui demandait instamment au gouvernement de « réformer la législation en matière de révision des sentences des Espagnols fusillés sous le franquisme pour des motifs politiques et de conscience ».

Enfin, ni le ministère de l'Économie et des Finances ni la Communauté de Madrid n'ont reconnu à Pilar Vaquerizo, la veuve de Francisco Granado Gata, le droit d'indemnisation qui a été concédé aux ex-prisonniers politiques du franquisme sous prétexte que le cas de son mari, exécuté dix-sept jours après son arrestation, ne répond pas aux conditions requises par le ministère de l'Économie et des Finances et par la Communauté de Madrid, lesquelles stipulent, dans le cas du ministère, un minimum d'emprisonnement de trois ans, et d'un an dans le cas de la Communauté.

Toujours en relation avec cette affaire, le 19 février 2002, le Parti populaire a repoussé, au Congrès des députés, la proposition dite « *no de ley* » présentée par les autres groupes parlementaires afin de résoudre les affaires en suspens (dont celle qui concerne Pilar Vaquerizo), « de réparation morale et économique à l'égard des emprisonnés et autres victimes de représailles sous l'infâme régime franquiste », bien que le Parti populaire ait réaffirmé « sa pleine reconnaissance morale à l'égard de tous les hommes et les femmes victimes de la répression franquiste pour avoir défendu la liberté et avoir professé des convictions démocratiques ».

Groupe en faveur de la révision du procès Delgado-Granado et groupe de soutien à Pilar Vaquerizo.

Queimada, Apdo n° 48094, 28080 Madrid



Pas toujours !

LE MUSÉE D'ORSAY de Paris présente actuellement une exposition consacrée au peintre et dessinateur d'origine tchèque Frantisek (François ou Frantz) Kupka.

Au début du XX^e siècle, comme de nombreux peintres et écrivains, il fut sensible aux idées anarchistes.

FRANTISEK KUPKA

des illustrations pour des livres. Les sujets d'intérêts de Kupka ont été nombreux. Tolstoï l'a fasciné. Il a lu les philosophes allemands et des ouvrages scientifiques mais aussi des livres d'astrologie, d'occultisme et de théosophie, doctrine mystique opposée aux religions officielles. Ces théories ont rencontré à l'époque un certain succès dans les milieux anarchistes. Avant de venir en France, Kupka a même gagné sa vie en étant médium.

entièrement trois numéros qui ont pour thèmes l'argent, la paix et les religions. Kupka critique une société inégalitaire asservie à l'argent. Il s'en prend aux guerres coloniales et aux fureurs nationalistes. Il dénonce l'abrutissement dû à tous les fanatismes religieux. Il n'épargne aucun dogme. Ses attaques sont dirigées aussi bien contre les monothéismes que contre les paganismes ou les « sagesses » orientales. En 1904, Kupka semble s'être éloigné de ses



connaissance. On peut y voir plus d'une centaine de dessins : en-têtes, culs-de-lampe et frontispices. Ses dessins sont d'esprit symbolistes. De grandes illustrations présentent les civilisations humaines à travers les millénaires. Il y montre entre autres les oppositions entre le progrès et l'obscurantisme. La nudité très présente symbolise la pureté, l'innocence retrouvée des origines. À un ami poète, il écrivait en avril 1905 : « Ce que j'aurais de mieux à faire serait d'aller éduquer les masses avec un homme comme le vieux Reclus, laisser tomber ce lyrisme stupide qui, bon an mal an, envoie des toiles à des expositions snob. »

En 1909, il prépare des illustrations pour une nouvelle édition de *la Grande Révolution* de Kropotkine. Ce projet tombe à l'eau et ces dessins n'ont malheureusement jamais été retrouvés.

Après 1912, il ne semble pas que Kupka ait eu des liens avec l'anarchisme. En 1914, il participe à la Première Guerre mondiale sur le front de la Somme. De 1915 à 1918, il est membre d'une organisation de volontaires tchèques en France. Sa peinture va évoluer du divisionnisme au fauvisme puis au cubisme. Il est ensuite considéré comme l'un des pionniers méconnus de l'art abstrait. Il meurt à Puteaux en 1957.

L'exposition a pour titre « Vers des temps nouveaux : Kupka, œuvres graphiques, 1894-1912 ». Elle est visible au musée d'Orsay à Paris jusqu'au 6 octobre, du mardi au dimanche de 9 heures à 18 heures, le jeudi jusqu'à 21 h 45.

Sources : *les Cahiers Élisée Reclus*, n° 9 d'octobre 1997 ; *les Temps nouveaux*, éditions des musées nationaux, 1987 ; *l'Assiette au beurre* par Élisabeth et Michel Dixmier, Maspero, 1974.

Felip Equy



Vous devriez bien nous la foutre !

Né en 1871 à Opocno en Bohême orientale, très tôt orphelin, il a eu une enfance pauvre. Doué pour le dessin, il fréquente les écoles des beaux-arts de Prague (en 1888), puis de Vienne (1892). Il s'installe à Paris en 1896.

Pour survivre, il réalise des dessins pour des revues de mode ou humoristiques, des affiches pour les cabarets de Montmartre et

Entre 1900 et 1912, Kupka va fréquenter les milieux anarchistes. Il va dessiner dans *les Temps nouveaux* de Jean Grave et dans *l'Assiette au beurre*. Kupka n'est pas un anarchiste militant mais sa participation à ces périodiques montre qu'il avait un intérêt certain pour les idées libertaires.

Il collabore à treize numéros de *l'Assiette au beurre* entre 1901 et 1907. Il a réalisé

idées mystiques antérieures. Ses dessins dans *l'Assiette au beurre* sont beaux et percutants. Il quitte *l'Assiette au beurre* à l'arrivée d'un nouveau propriétaire. À son sujet, il écrit : « (Il ne) veut que des dessins qui ne troublent pas la digestion de ses lecteurs. Je suis trop révolutionnaire. »

Les Temps nouveaux sera illustré à partir de juillet 1904. Jean Grave demande un dessin d'actualité chaque semaine à ses amis artistes (Luce, Signac, Angrand, Delannoy, Jossot, etc.). Les rapports de Kupka avec Grave resteront formels et occasionnels. Entre 1905 et 1912, Kupka réalise une lithographie, six dessins et des illustrations pour le *Coin des enfants*. Il illustre aussi la couverture d'une brochure de Kropotkine *le Salariat* (1909, précédemment parue en 1889). Enfin, en 1908 et 1912, il fera don de ses œuvres pour les tombolas qu'organise le journal pour renflouer ses caisses.

Kupka est aussi l'illustrateur du dernier livre d'Élisée Reclus (1830-1905), *l'Homme et la Terre*. Il a réalisé ce travail entre 1904 et 1906. Les deux hommes s'appréciaient mutuellement mais on ignore s'ils ont pu collaborer de façon étroite. Avant d'illustrer ce livre, Kupka en avait entièrement pris



À bientôt !



William Blake

anarchiste d'avant-hier et d'après-demain

«**P**OÈTE VISIONNAIRE », « prophète », « mystique », « fou », « génie furieux », les qualificatifs par lesquels on a tenté de cerner William Blake depuis son XVIII^e siècle anglais natal n'ont pas épuisé la géographie complexe du personnage.

Né en 1757, Blake, enfant, voyait des anges dans l'arbre du jardin, ce qui lui valut un rappel à l'ordre vigoureux de la part de sa mère. Plus tard, ce lecteur de l'alchimiste Paracelse et du mystique Swedenborg conversera avec Jésus, Socrate, vivra la plupart du temps entièrement nu chez lui, en compagnie de sa femme Catherine. Le portrait est alléchant. Poursuivons.

Inventeur d'une technique de gravure mêlant dessin, écriture et couleurs, il publiera à compte d'auteur des *Livres illuminés*, exposant, en prose comme en vers, une mythologie complexe, peuplée de personnages aux résonances bibliques. Ces poèmes de ton prophétique marqués par un ésotérisme sauvage, et considérés à l'époque comme l'œuvre d'un dément, mettent en scène le drame intérieur de l'Homme, en équation parfaite avec celui de l'Univers. C'est ici, au fil des mots, que la figure diffuse et persistante de l'anarchisme singulier de Blake, ami de William Godwin, émerge.

L'anarchie, étymologiquement et peut-être fondamentalement, en amont de ce qu'elle impliquera au XIX^e siècle dans le domaine social, politique et économique, est avant tout la négation d'un principe (*archè*), c'est-à-dire d'un fondement, d'un point-origine immuable et objectif, transcendant, extérieur à l'individu : Dieu, Nation, Peuple, susceptible d'être incarné par un individu, qu'il soit monarque, prêtre ou tribun, à partir et autour duquel se développe la Loi, l'Ordre prenant en charge et structurant l'activité humaine, qui, sinon, resterait condamnée à errer dans l'absurde.

Blake, dans son œuvre, commence d'emblée par nier la Création (l'*Archè* par définition), qui pose une limite, un début spatio-temporel, et donc un lieu de naissance-obéissance à l'homme, en lui substituant une option que l'on pourrait rapprocher de l'idéalisme magique de Novalis : il n'y a que l'homme indéfiniment régénéré par lui-même, jamais créé, et

le Monde n'est que le fruit de son Imagination, que Blake personnalise et appelle Los, la plus haute des « States », « Instances », sorte d'archétypes psychiques, dont la somme constitue l'individu.

Los, l'Imagination créatrice sans limite est présente en chacun. Pure puissance de vie et d'énergie, elle peut et doit briser toute loi, toute morale, toute autorité, tout principe extérieur prétendu objectif, pour se réaliser en actes au grand jour. Elle fait ainsi de chaque homme libéré un authentique créateur, simultanément du monde et de lui-même, un Dieu *poète* au sens étymologique du terme, dans la mesure ou le monde dans son intégralité et l'être dans sa singularité sont des projections de l'esprit.

La Chute véritable, pour Blake, consisterait donc non pas dans la désobéissance à un ordre divin extérieur inexistant, mais justement à l'inverse, dans la rétention, le flétrissement, l'empêchement du libre développement de cette puissance vitale qui est en chacun, et que Blake, homme de désir compact, petit et musculeux, qualifie de divine. Profession de foi libertaire :

« l'exubérance, c'est la Beauté. [...] Plutôt tuer un enfant dans son berceau que de nourrir un désir non accompli » et le célèbre : « Le chemin de l'excès conduit au palais de la sagesse. » *Les Proverbes de l'Enfer*.

Par cette conception, la dichotomie Bien/Mal, pilier de la métaphysique et de la morale chrétienne, se trouve complètement subvertie, parce que réduite et déhiérarchisée, comme il transparaît dans *le Mariage du Ciel et de l'Enfer*, son œuvre la plus connue en France, d'abord traduite par Gide, et qui commence par ceci :

« Toutes les Bibles et les Codes sacrés ont été à l'origine des erreurs suivantes :

- que l'homme a deux principes réels de son existence, un Corps et une Âme ;
 - que l'énergie, que l'on appelle le Mal, vient du corps et que la Raison, que l'on appelle le Bien, ne provient que de l'âme ;
 - que Dieu tourmentera l'homme dans l'Éternité pour avoir obéi à ses énergies.
- « Mais les propositions contraires sont vraies, les voici :
- que l'Homme n'a pas un

corps distinct de son Âme car ce prétendu Corps est une partie de l'Âme cernée par les cinq Sens qui sont les principales entrées de l'âme en cet âge de l'Homme ;

- que l'Énergie est la seule vie, et provient du Corps ; la raison est la limite ou la périphérie extérieure de l'énergie ;
- l'énergie est délices éternelles. »

On le voit, on peut légitimement voir Blake comme partie de l'une des préhistoires d'un certain anarchisme philosophique moderne, ancré dans l'exaltation de l'énergie individuelle et de la subjectivité, en lutte contre un rationalisme bourgeois issu de la laïcisation d'un Logos chrétien devenu Raison.

Ce type singulier d'anarchisme se formalisera au XIX^e siècle, ses chemins passant entre autres par Stirner et Nietzsche, mais également de manière diffuse et parallèle par le Romantisme et le Symbolisme (dont notre poète apparaît aujourd'hui comme authentiquement précurseur), posant la subjectivité individuelle absolue, l'aspiration à la plénitude de l'être, corps et esprit, face à un ordre social qui recherche son aliénation, sa réduction à l'état d'objet.

Cet anarchisme-là, vitaliste et subjectiviste, n'est pourtant pas sans précédents. On pourrait en rechercher les racines en Occident tant du côté de philosophes antiques que dans les courants gnostiques du I^{er} siècle, certaines hérésies médiévales, et plus généralement dans divers moments de la pensée ésotérique (voir, entre autres, les travaux d'Arturo Schwartz sur les rapports entre Anarchie et Alchimie, ainsi que la vie édifiante d'Alexandra David-Neel).

Ainsi, Blake, parce qu'il est avant tout un créateur « sauvage », semble-t-il profondément « inactuel » et, partant, à la rencontre de tous les temps : il apparaît comme le catalyseur ponctuel, circonstancié, d'un courant continu dans l'histoire de la pensée libertaire, de Lucifer (le premier insurgé) à Sade, de Prométhée jusqu'à Lautréamont ou Artaud. C'est pour-



quoi il semble légitime de dire qu'il est, comme on le disait de Leibniz, « d'avant-hier et d'après-demain » et que, comme tel, il nous est utile aujourd'hui... À nous de trouver en lui un interlocuteur.

L'un des points essentiels de cet héritage de Blake qui nous est proposé et qu'il revient à nous, anarchistes d'aujourd'hui, de développer, même s'il va contre un agrégat historique de l'anarchisme lui-même, est la critique de la Raison « raisonnante ». La lutte contre le cléricisme, l'aliénation religieuse, la mystique de l'autorité, de la nation, la morale, s'est appuyée sur cette drôle de famille : la Raison, sa fille la Science, son frère le Progrès. Mais la Raison, Foucault et tant d'autres l'ont montré, est elle-même fille de la bourgeoisie, et fondatrice de l'état moderne. Et de ses noces incestueuses avec la Science naissent les nouvelles formes de domination gestionnaires et technocratiques, dressées au nom du Progrès. Elle restait le seul outil de l'esclave insurgé parce que le maître lui-même avait brûlé les autres. Blake, s'il exulta au moment de la Révolution de



1789, avant de déchanter, était pourtant un ennemi farouche de la Raison des Lumières :

« Railliez toujours, Rousseau, Voltaire / Railliez encore! Et c'est pour rien! Sable lancé contre le vent et que le vent rejette à terre. »

En inventant et prétendant à l'objectivité, en enserrant le Monde dans le Poids et la Mesure, la Raison, d'autant plus lorsqu'elle est divinisée, ne peut être que l'ennemie de l'élan vital et créateur, un démiurge stérile, mensonger et despotique. Car après s'être instituée d'abord comme Mesure, puis comme Règle, la Raison finit par s'identifier comme Cause, c'est-à-dire comme Créatrice (voir le « culte de la Raison » des Lumières). On comprend donc le lien intuitif qui unit chez Blake la négation de la Création et celle de la Raison : elles dépouillent toutes deux l'homme de la possibilité d'être sa propre cause, d'« avoir ses raisons », d'être son propre père. D'être libre et « divin ».

Urizen « your-reason », « votre-raison », constitue l'Instance antagoniste de Los. Blake consacre un livre à cet « être » misérable, aussi froid, triste et enchaîné que le monde qu'il invente :

« Vois! Une ombre d'horreur s'est élevée »

Dans l'éternel, inconnue et stérile,

En soi reclusive, tout rejetant, mais quel démon

A pu former ce vide abominable,

Cette vacance dont l'âme tremble? Certains ont dit

« C'est Urizen! »

Il divisa les temps des temps et mesura

L'espace avec l'espace aux neufs plis de son ombre. »

Le livre d'Urizen

Peut être Blake savait-il encore ce que nous avons oublié : que la Raison est ration, qu'elle proclame l'Économie quand l'acte créateur par lequel l'homme vient au monde, l'authentique Liberté par laquelle il se réalise est pure dépense (Los ne serait-il pas Loss, « la perte »?).

Cette Raison invente un espace référentiel extérieur, objectif, duquel elle impose sa contrainte à la subjectivité, ainsi dépossédée de sa raison propre. Il faut « être rationnel », et donc « raisonnable », c'est-à-dire se laisser restreindre, pratiquer une économie de la pensée et de l'acte, biffer le gratuit et l'inutile (ce qui

n'est pas outil), sous peine d'être « insensé », absurde (menace réservée à ceux qui nient l'Arché, voir plus haut).

La Raison comme principe (Arché) se pose hors de l'homme (Blake la nomme « votre raison »), elle définit (c'est-à-dire circonscrit, enferme) le monde, et détrône l'Imagination de son pouvoir, qu'elle contraint au devoir, au respect d'un extérieur objectif, enveloppant, donc supérieur.

Elle segmente le monde du dehors, ordonne ses éléments, impose une place à chacun : elle énonce des Lois qui fixent des types et des fonctions, étanches et imperméables entre eux.

En esquissant des classifications, elle met en ordre, et invente les hiérarchies. Elle appelle cela « le réel ».

Au contraire pour Blake, le réel reste un inconnu mouvant et continu, insécable, sans extérieur-ordonnateur, et par conséquent non hiérarchisable :

« Voir le monde en un grain de sable,

Un ciel en une fleur des champs,

Retenir l'infini dans la paume des mains

Et l'éternité en un instant. »

Augures d'Innocence

Forme atténuée et plate du dieu des chrétiens, dans lequel Blake voyait le vrai Satan, la Raison est la sève de l'État moderne. Penser et dépenser, raisonner et rationner. Encore une fois, Blake précède de manière « sauvage » le Nietzsche anarchiste, critique de la science et du concept comme formes d'aliénation, le Bataille libertaire, théoricien et pratiquant de la dépense, de l'érotisme et de la déraison comme modes de connaissance.

Dans un monde où l'individu est réduit à l'état de machine-outil, aux mécanismes recensés par le totalitarisme libéral marchand, où la science achève les contours d'un homme-objet enfin défini, il semble urgent de

reposer certaines questions, de réexaminer certaines évidences. Nous avons des scalpels. Ils ne sont ni rouillés, ni obsolètes. L'un d'eux est anglais, furieux et vivant. À nous de nous en servir.

L. S.



En vrac

La mouvance alternative s'agit aussi à La Réunion! Témoin, le fanzine *Ragnakore* édité par une joyeuse bande d'agit(e)s de Saint-Denis. Dans l'édition du troisième numéro, Alex (le papa du zine) défend à l'unité entre les différents acteurs et activistes de la scène underground, contre les cloisons artificielles qui divisent les adeptes de tel ou tel style musical ou même artistique. Donc, en toute logique, on trouve un peu de tout : des textes perso montrant une certaine sensibilité, voire un début d'engagement politique, des interviews de groupes (assez Métal dans l'ensemble), d'un gars qui fait du tatouage, et même d'une styliste qui vient de terminer une collection de fringues tendance « récup'destroy » (mais faut-il être styliste pour ça?). Si une telle ouverture d'esprit mérite d'être saluée (et soutenue), on tique quand même sur certains propos : la styliste veut se lancer dans le prêt-à-porter de luxe, des ziquos jouent dans une soirée « t-shirts mouillés » (pas les leurs, hélas : ceux des filles) Le zine a au moins l'honnêteté de l'affirmer haut et fort : « Un pour tous, tous bourrins! » Encore mal dégrossi, *Ragnakore* gagnerait à être plus radical. C'est tout ce qu'on leur souhaite. 5 euros, port compris à Ragnakore, c/o

Radio Arc-en-ciel Réunion
18 bis, rue Montreuil, BP 382, 97467
Saint-Denis cedex (Ile de la Réunion)

Les éditions Tahin Party viennent de publier *Pour l'abolition de l'enfance*, qui est en fait un chapitre extrait de *la Dialectique du sexe* de Shulamith Firestone, ouvrage publié en 1972 et aujourd'hui introuvable. L'auteure y expose, dans leur globalité, le statut de mineur(e) et l'idée d'enfance, analysés sous l'angle social et historique, et critiqués

radicalement d'un point de vue politique. Elle montre que l'idée d'enfance, loin de s'imposer de manière évidente, est une construction relativement récente, d'abord conçue pour répondre aux besoins des structures familiales de la classe moyenne. L'enfant est devenu une créature à part, symbole de pureté, d'innocence et de douceur, objet de toutes les attentions, mais surtout tenu sous tutelle, que celle-ci soit familiale ou scolaire. Il subit l'infantilisation et l'apprentissage de la discipline, victime d'un mécanisme de domination très comparable (et sans doute complémentaire) à celui qui touche la femme. Une lecture qui a éclairé plein de choses de ma propre enfance, et que je recommande vivement. 3 euros port compris à

Tahin Party, 20, rue Cavenne
69007 Lyon.

ZOOPI ZINE en est à son seizième numéro, bel exemple de longévité pour ce fanzine dont la lecture est toujours aussi intéressante. Interviews et chroniques touchant à la mouvance anarchopunk, entre lesquelles sont insérées des reproductions de tracts couvrant le panorama actuel des luttes libertaires (surtout autour des squats et des lieux autogérés). Les pages fourmillent de contacts, faisant une espèce de jonction entre la mouvance française et la mouvance suisse (du fait de la localisation de l'asso). Le zine connaît actuellement quelques difficultés financières, donc on recommande de le soutenir, soit en adhérant à l'asso (15 euros par an, qui permettent de recevoir régulièrement des infos, le catalogue de VPC, etc.), soit en souscrivant un abonnement à *Zoop!* (15 euros par an pour six numéros). Sinon, le zine tout seul, ça doit coûter 3 euros port compris (mais on peut donner plus!).

Infokiosk Bokal,
3, rue de Lazare-Carnot,
01000 Bourg-en-Bresse
E-mail : Lebokal@chez.com

Service (public) compris

LES FIDÈLES lecteurs du *Monde libertaire* connaissent bien la campagne en faveur des transports gratuits pour toutes et tous. Ils ne seront donc pas étonnés qu'après trois ans, de débats, d'actions, de rencontres, le groupe libertaire Louise-Michel (membre du RATP, Réseau pour l'abolition des transports payants), veuille faire le point sur ce sujet, en 48 pages.

Cette brochure reprend en effet les principaux thèmes développés par les collectifs qui animent cette lutte :

- Les volets social, écologique, comptable, de cette revendication ;
- Définir ce que peut être un service public d'inspiration libertaire, non vendu aux lois du capitalisme et non englué dans la vision marxiste d'une simple nationalisation ;
- La mise en place de pratiques autogestionnaires immédiates dans la lutte qui doit pour réussir, mêlant amélioration du sort des plus exploités d'entre nous, attaque contre le fondement du capitalisme et remise en cause d'une société dérivant vers la criminalisation de la misère.

Pas plus que la lutte pour l'objection de conscience n'a supprimé le militarisme, ou le droit à une contraception libre et gratuite pour toutes n'a libéré définitivement les femmes de toute oppression, les transports gratuits pour toutes et tous - ici et maintenant - ne seront pas, à eux seuls, le socialisme libertaire.

Néanmoins, cette lutte a déjà permis de concrétiser aux yeux du grand public un nombre certains d'idéaux libertaires : le droit à la libre circulation des individus, l'égalité sociale, la gestion directe de nos communes, etc.

Cette brochure n'a pas la prétention de répondre à toutes vos questions, elle se veut un élément supplémentaire au débat et complémentaire à la lutte.

Wally Rosell

Au sommaire :

- La gratuité n'existe pas ;
- Vers un service public libertaire ;
- Interviews et témoignages d'usagers, de salariés des entreprises de transports ;
- La gratuité à Vitry vue par les anarchistes ;
- Le collectif sans-ticket de Bruxelles et Liège ;
- Un carnet d'adresse des collectifs hexagonaux et belges.

Zéro euro zéro fraude, Transports gratuits pour toutes et tous, groupe libertaire Louise-Michel, éditions du Monde libertaire et d'Alternative libertaire, 48 pages 3 euros.

À lire aussi sur le même sujet : *Libre accès*, Collectif sans-ticket et *Fraude de Mieux*, du réseau No Pasaran.

**zéro euro
zéro fraude
TRANSPORTS GRATUITS
POUR TOUTES ET TOUS**
ÉDITIONS DU MONDE LIBERTAIRE - ALTERNATIVE LIBERTAIRE

A LA SUITE des articles déjà parus dans le *Monde libertaire* sur la loi de Sécurité quotidienne, je me propose d'aborder l'aspect de la loi concernant les transports.

Dans son article 48, la loi donne pour tâche à la police des frontières françaises et au service de l'immigration de contrôler la régularité des passagers non ressortissants de la CEE à destination du Royaume-Uni. Des représentants de la CEE ont le droit de contrôler les passeports et cartes d'identité des voyageurs dans les gares de Paris-Nord, Calais et Lille. Pour juguler l'immigration clandestine, le protocole de Sangatte autorise un contrôle fixe à Fréthun en France et Folkestone en Angleterre et non plus à bord des trains. Pour

La LSQ menace encore un peu plus la liberté de circulation

compléter l'attirail répressif de la loi, un des paragraphes de l'article 49 autorise la police des chemins de fer à enjoindre le contrevenant à descendre du train à la demande des agents de contrôle du chemin de fer. Dans le cas contraire, les contrôleurs SNCF peuvent faire appel à la force publique sauf pour les personnes en état de faiblesse. Il faut savoir que cet article de loi a été proposé par les dirigeants de la SNCF. Pour se justifier, la direc-

tion explicitait que la seule arme à disposition des agents était de dresser un procès-verbal en y spécifiant la remise en cause de leur autorité. Non moins surprenante et complètement loufoque, la direction SNCF affirme que ces voyageurs mettent même la sécurité en jeu. Ce qui leur permet de couvrir certaines erreurs de circulation des trains. C'est bien dans cette optique que le président a insisté pour que les contrevenants qui fraudent de manière habi-

tuelle aient des peines correctionnelles. L'article 50 sanctionne par une amende de 7 500 euros celui qui aura plus de dix contraventions sur une période de douze mois. L'article 63 légitime la SNCF et la RATP à disposer d'un service interne de sécurité, ces services existant bien avant cette loi. Cette surenchère sécuritaire en s'appuyant sur un discours à l'encontre des fauteurs de trouble, met en place les dispositifs de contrôle des allées et venues des voyageurs et restreint ainsi nos libertés de circulation. L'article 27 donne le droit aux agents de sécurité privés comme publics de procéder à l'inspection visuelle des bagages à main, voire à des fouilles et palpations (de sécurité comme ils disent) et, bien sûr, avec le consentement de la personne. Comment pourrait-il en être autrement, un refus engendrant les foudres de la justice. Jusqu'à présent dans la présentation de cette loi, les sanctions

concernent les voyageurs en état de fraude.

Avec l'article 64, la LSQ s'abattra sur les employés de l'État qui abuseraient de leurs prérogatives. Ces agents ne pourront plus exercer de contrôle si une condamnation ou un délit étaient reconnus, comme cela pourrait l'être pour « nos » plus haut commis de l'État dont le « premier » n'a évidemment rien à se reprocher. Les sanctions pourraient atteindre un an de prison et 15 000 euros d'amendes. L'article 67, quant à lui, définit les tenues des agents des services publics. On peut s'imaginer de la volonté des pouvoirs publics à imposer aux voyageurs différentes autorités. Cet article aborde aussi le port d'armes publiques à l'accompagnement d'une formation sur décision de l'autorité préfectorale. Un décret doit préciser les catégories et les types d'armes susceptibles d'être utilisées. Même si en tant qu'anarchistes nous ne voulons pas une société régentée de lois, il nous est important de connaître la teneur de celles-ci, qui sont la plupart du temps liberticides, pour mieux les appréhender et par conséquent les combattre.

Pascal Jourdain

groupe Sacco et Vanzetti

Dans le Gard Inondations: il n'y avait pas que l'eau

LES TERRIFIANTES inondations qui ont touché le département du Gard les 8 et 9 septembre se soldent aujourd'hui par des dégâts impressionnants mais aussi et surtout par un bilan de 22 victimes et trois disparus. Cette catastrophe météorologique exceptionnelle touche une zone qui avait connu les inondations de Nîmes (1988), de Vaison-la-Romaine (Vaucluse) et plus récemment Sommières (2001).

Si le phénomène est caractéristique d'une région bordée au nord par les montagnes des Cévennes et au sud par la Méditerranée et ses courants d'air chaud qui deviennent des orages captifs des sommets montagneux, il est nécessaire de revenir sur des faits et des interrogations. L'urgence passée et à l'heure où les 110 communes touchées (le Gard en compte 151) tentent de reprendre le dessus, bien des habitants traumatisés relèvent des lacunes et des dysfonctionnements qui ont contribué à l'ampleur des dégâts.

Sans vouloir réécrire l'histoire, il est possible de décrire les raisons - qui n'ont rien de naturelles - qui ont facilité les ravages des eaux. En premier lieu, le faible nombre de retenues sur le Gardon qui a inondé de nombreuses villes et villages, comme Alès. Puis le faible entretien des berges, ce qui facilite la constitution de barrages naturels (arbres, etc.) qui cèdent en libérant une vague déferlante. Les digues, souvent de vieux ouvrages, sont peu et mal entretenues, de la plaine jusqu'à la Camargue; les crues et inondations de ces dernières années les ayant mis à mal. La forte pression démographique pousse des élus locaux ou services de l'État à accepter des constructions¹ dans des zones inondables: ces zones étaient souvent des lieux

d'épandage naturel des cours d'eau qui ruissellent maintenant sur le bitume.

De trop lentes alertes

Des lacunes quant aux alertes sont aussi à relever: bien des mairies n'ont pas été averties du niveau des eaux et de l'urgence à faire évacuer. Alors que des routes sont coupées le 8 septembre dès 17 h 30, la DDE et la préfecture ne paraissent pas être au courant. Une cellule de crise se met en place à 20 h 30 seulement, mais les dégâts sont déjà considérables, et des centaines de voitures sont déjà prises au piège des eaux! Enfin, les sirènes d'alarmes n'ont pas été actionnées dans bien des villages. À Nîmes, le maire déclarera qu'il ne fallait pas affoler la population: à quoi servent alors les essais de sirènes, les premiers mercredis de chaque mois, si on a peur de les actionner en situation grave?

À n'en pas douter, un certain nombre de ces défaillances sont minées par les relations à l'argent et au pouvoir. Parce que les choix budgétaires n'ont pas été faits pour combattre l'insécurité qui menace le plus les populations gardoises: celle des inondations, pourtant fréquentes. L'État, les élus départementaux et locaux, sont responsables de cet aveuglement tragique. Les financements pour maîtriser les rivières, entretenir les berges, construire ou consolider les digues auraient déjà dus être trouvés, au moins depuis l'inondation de Nîmes en 1988. Ces mêmes élus et services de l'État sont pourtant moins regardant à la pression des promoteurs qui construisent sur des zones inondables à coup de remblais. Et les affairistes ne sont plus là pour rembourser des victimes qui ont souvent tout perdu avec leur maison inondée. Quant à la relation au pouvoir, elle s'explique avec tristesse dans le fait

que dans bien des cas, c'est le maire qui restait le maillon fondamental de la chaîne d'information sur la montée des eaux et d'organisation des secours. Tout passe et se fait par lui; si, par malheur, il est absent ou qu'il défaille, les conséquences sont très dures pour les populations. Plusieurs de ces élus sont d'ailleurs aujourd'hui sur la sellette face à des villageois en colère qui réclament leurs démissions.

Trop de passivité

Tous ces « responsables » ont failli à leur tâche. Pourtant, une volonté forte devra contester ce mode d'organisation hiérarchisée ou quelques personnes décident de notre vie et de notre mort: ces hauts fonctionnaires qui sont déconnectés de nos réalités, les élus départementaux qui ne prennent pas les bonnes décisions, les maires et leur défaillante gestion qui a un goût - volontairement ou pas - autocrate, et les populations, adeptes de la délégation à l'aveugle, qui cherchent trop peu à savoir, à critiquer, à contester, même si elles savent pourtant se mettre en colère. Trop tard, souvent.

La critique anarchiste contre les pouvoirs de quelques-uns et de l'argent sur nos destinées restent valides dans le cas de cette catastrophe. La proposition anarchiste de gestion collective et autogérée des communes fédérées aussi. Reste à bâtir cette revendication sur un fort mouvement populaire, avant qu'une nouvelle catastrophe ne nous touche à nouveau.

Daniel

groupe Gard-Vaucluse

1. À Nîmes, La Bastide, le terrain qui doit accueillir le futur incinérateur d'ordures ménagères, était sous l'eau: un accident industriel n'a donc pas eu lieu. Et la prochaine fois?

Foix Fauche et insécurité

MARDI 17 septembre se déroulait à Foix une journée de soutien aux faucheurs d'OGM de Gaudiès (Ariège) qui comparaissaient au tribunal. Un des thèmes de la journée était la criminalisation du mouvement social, auquel était dédié un forum. Et fait, important, l'orateur principal était annoncé clairement au programme: Marc, militant anarchiste du groupe Un autre futur de Montpellier. Le ton était donné, et nous ne fûmes pas déçus.

Les amalgames tels que militants-terroristes, contestation-insécurité et bien d'autres ont été analysés et démontés. Une analyse claire de la LSQ (loi sur la sécurité quotidienne) a été développée avec clarté. Le quatre pages sur la LSQ (encarté dans le *Monde libertaire*, n° 1285) a enfin vivement intéressé les participants au forum.

Ce forum a donc été l'occasion pour des militants de tous bords (CGT, Attac, écologistes) d'échanger avec les anarchistes organisés et d'entendre qu'au-delà de la lutte à court terme, l'offensive au travers d'un projet anticapitaliste et antiautoritaire était absolument nécessaire. Mais cette nécessité, servie en guise de conclusion, méritait d'être développée plus longuement. Hélas, le temps manquait.



En conclusion, nous avons vu que c'est sans compromission aucune que les anarchistes arrivent à obtenir des espaces d'expression dans des collectifs larges tels que celui qui organisait cette journée.

Ceci a été rendu possible par le travail de terrain sur le long terme des militants anarchistes de l'Ariège, impliqués dans le collectif, soutenus ce jour-là par une dizaine de camarades de la CGA qui ont tenu toute la journée une table de presse, en compagnie de la CNT et de No Pasaran.

Quant aux inculpés, ils échappent de faibles amendes et de journées-prison pour Bové (Soit tu payes, soit tu vas en taule, vous avez dit justice à deux vitesses?).

Délibéré au 22 octobre.

JMT

Coordination des groupes anarchistes, Toulouse